

COMMENTAIRE

1. L'article 15 s'applique uniquement en cas d'erreur et non pas en cas de dol ou de menace. Il permet au contractant de la partie qui s'est trouvée dans l'erreur de préserver le contrat en acceptant de l'exécuter tel qu'il a été compris par la partie dans l'erreur. Cette disposition non seulement permet une adaptation du contrat, mais empêche également la partie qui s'est trouvée dans l'erreur de prendre prétexte de son erreur pour annuler le contrat.

2. Il convient de noter que la partie qui s'est trouvée dans l'erreur a la même faculté, c'est-à-dire qu'elle peut accepter d'exécuter le contrat tel qu'il a été conclu et de ne pas exercer son droit d'annulation. Toutefois, la partie qui s'est trouvée dans l'erreur n'a pas le droit de faire modifier le contrat pour rétablir la teneur qu'il aurait eue en l'absence d'erreur.

3. Le paragraphe 2 de l'article 15 dispose que si une déclaration est faite conformément aux dispositions du paragraphe 1 de ce même article, la partie qui s'est trouvée dans l'erreur non seulement perd le droit d'annuler le contrat, mais également tout autre moyen de droit. En outre, toute déclaration de sa part, tendant à l'annulation du contrat pour erreur, devient sans effet.

4. Cette disposition rigoureuse non seulement interdit l'annulation du contrat, mais également prive la partie dans l'erreur de tout droit à dédommagement que pourrait lui reconnaître la législation nationale. Il convient de noter qu'elle s'applique même dans les cas où la partie dans l'erreur subit une perte qui subsiste même lorsque le cocontractant s'est déclaré disposé à exécuter le contrat tel qu'il a été compris par la partie dans l'erreur.

Article 16

1. La circonstance que l'exécution de l'obligation qui a été assumée soit impossible au moment de la conclusion du contrat ne porte pas atteinte à la validité du contrat et ne permet pas d'annuler le contrat pour erreur.

2. La même règle s'applique dans le cas où le vendeur a vendu une chose qui ne lui appartenait pas.

COMMENTAIRE

1. L'article 16, dont l'objet est de délimiter le champ d'application de la LUV, n'est pas une disposition de fond. Il découle de cet article que les conséquences de l'inexécution d'une obligation, dont l'exécution était impossible au moment de la conclusion du contrat, ou de la vente de choses, qui n'appartenaient pas au vendeur sont régies par les règles de fond relatives à la vente et non pas par la LUV.

2. Le rapport de l'Institut Max-Planck souligne que "suivant la pratique judiciaire et les doctrines modernes les plus avancées" :

"Il semble qu'il n'y ait aucune raison de faire dépendre la validité du contrat d'une circonstance purement casuelle, à savoir que la perte de la chose soit survenue avant ou après la conclusion du contrat. L'impossibilité de délivrance des choses qui ont péri devrait laisser la porte ouverte pour la détermination des droits et obligations des parties, selon les diverses règles relatives à l'inexécution".

3. La position adoptée à l'article 16 repose sur l'hypothèse qu'au cas où l'exécution du contrat aurait été impossible au moment de la conclusion du contrat, les règles de fond pertinentes du droit de la vente seraient appliquées. Or, comme il est noté dans le rapport de l'Institut Max-Planck, "la plupart des droits nationaux imposent la nullité du contrat si la chose spécifique vendue avait déjà péri au moment de la conclusion du contrat". De même, l'article 50 du projet de convention sur la vente internationale des marchandises prévoit que l'empêchement ayant fait obstacle à l'exécution doit s'être produit après la conclusion du contrat pour que la partie qui n'a pas exécuté soit exonérée de la responsabilité des dommages⁴. Si l'article 16 était adopté sous sa forme actuelle, il subsisterait donc une lacune dans le droit de nombreux pays qui ne serait comblée ni par la LUV ni par les règles de fond relatives à la vente.

³ Page 48.

⁴ Ibid.

⁵ A/CN.9/116, annexe II, par. 3 du commentaire sur l'article 50 (Annuaire... 1976, deuxième partie, 1, 3).

D. — Observations des gouvernements et des organisations internationales concernant le projet de convention sur la vente internationale des marchandises (A/CN.9/125* et A/CN.9/125/Add.1 à 3)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	120
I. — OBSERVATIONS DES GOUVERNEMENTS	120
Allemagne, République fédérale d'	120
Australie	122
Autriche	123
Bulgarie	124
Danemark	125
Etats-Unis d'Amérique	126
Finlande	131
Hongrie	132
Irak	133
Madagascar	133
Norvège	133
Pakistan	141
Pays-Bas	142
Philippines	143
Pologne	144
Suède	145
Tchécoslovaquie	147
Union des Républiques socialistes soviétiques	149
Yougoslavie	150
Zaire	151
II. — OBSERVATIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	152
Chambre de commerce internationale	152

* 22 mars 1977.

Introduction

1. A sa deuxième session (3-31 mars 1969), la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international a créé un Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels qu'elle a chargé, notamment, de déterminer les modifications du texte de la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI) annexé à la Convention de La Haye de 1964, qui pourraient rendre cet instrument susceptible d'une adhésion plus large de la part de pays ayant des systèmes juridiques, sociaux et économiques différents, et d'élaborer si nécessaire un nouveau texte incorporant ces modifications¹.

2. A sa septième session (5-16 janvier 1976), le Groupe de travail a achevé la tâche qui lui avait été confiée en approuvant le texte d'un projet de convention intitulé "Projet de convention sur la vente internationale des marchandises"².

3. Conformément à une décision prise par la Commission à sa huitième session (1^{er}-17 avril 1975), le texte de ce projet de convention³, accompagné d'un commentaire⁴, a été envoyé aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées pour observations.

4. Toutes les observations reçues par le Secrétariat au 22 mars 1977 sont reproduites ci-après.

5. Une analyse de ces observations établies par le Secrétariat figure dans le document A/CN.9/126**.

I. — Observations des gouvernements

ALLEMAGNE, RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'

[Original : anglais]

Remarques générales

1. Le Gouvernement fédéral se félicite des efforts déployés par la CNUDCI pour unifier le droit relatif à la vente internationale des marchandises. A son avis, le projet de convention élaboré par le Groupe de travail constitue une bonne base à partir de laquelle il sera possible de négocier à la prochaine session de la CNUDCI.

2. Les présentes observations porteront sur certaines dispositions qui, de l'avis du Gouvernement fédéral, devraient être améliorées. Ces remarques ne doivent pas être considérées comme épuisant le sujet. Le Gouvernement fédéral se réserve la possibilité de faire d'autres propositions au cours de la session de la CNUDCI.

3. Tout d'abord, il convient de signaler un problème d'ordre général qui mériterait une attention particulière au cours des débats sur le projet de convention. Ce projet ne règle qu'une partie des problèmes juridiques qui risquent de se poser à l'occasion de la vente internationale de marchandises. D'autres aspects de ce domaine du droit font l'objet de la Convention de 1974 sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels. En outre, d'autres questions seront traitées dans la future convention sur la formation et la validité des contrats de vente internationale de marchandises actuellement préparée par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels de la CNUDCI. Il semble nécessaire de prendre en considération les liens existant entre tous ces instruments ou projets d'instrument et d'éviter les antinomies. Ainsi, il faudrait éviter, lorsque l'on fixera le champ d'application du projet, de s'écarter de l'exemple fourni par la Convention sur la prescription, si ce n'est pour des raisons impératives. Afin d'assurer la coordination entre le projet de convention et la future convention sur la formation et la validité des contrats de vente internationale de marchandises, il faudrait accélérer les travaux sur ce dernier projet de façon que la convention sur la formation et la validité des contrats puisse être adoptée à la même conférence diplomatique que la convention sur la vente internationale des marchandises.

Observations sur certains articles

Article premier, paragraphe 1, b

4. L'opportunité de cette disposition est douteuse. Le champ d'application de la convention devrait être limité aux cas dans lesquels les parties à un contrat de vente ont leur établissement dans des Etats contractants différents [art. premier, par. 1, a, du projet]. Si la CNUDCI réussit à créer un droit uniforme en matière de vente approuvé dans le monde entier, le nombre d'Etats contractants sera si important qu'un vaste champ d'application sera garanti même sans la disposition énoncée au paragraphe 1, b, de l'article premier. La Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises dispose également que son champ d'application est limité aux seuls Etats contractants.

5. En outre, même sans la disposition énoncée au paragraphe 1, b, de l'article premier, tout Etat contractant a la possibilité de décider que, lorsque les règles du droit international privé mènent à l'application de la loi de cet Etat contractant, les dispositions du droit international en matière de vente devront être appliquées au contrat de vente. Toutefois, on ne devrait pas contraindre les Etats contractants à introduire une telle règle, car cela risque de faire hésiter les Etats à ratifier la convention.

6. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose la suppression de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article premier.

** Reproduit dans le présent volume, Section E, ci-dessous.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément n° 18 (A/7618), par. 38, al. a du paragraphe 3 de la résolution y figurant (Annuaire... 1968-1970, deuxième partie, II, A).

² A/CN.9/116, annexe I (Annuaire... 1976, deuxième partie, I, 2).

³ Ibid.

⁴ A/CN.9/116, annexe II (Annuaire... 1976, deuxième partie, I, 3).

Article 4

7. Cette disposition risque de faire croire à tort que si les parties se sont mises d'accord sur l'application de la convention, les dispositions impératives du droit national ne seront pas applicables même dans le cas de contrats de vente de droit interne n'ayant aucun rapport avec un pays étranger. En tout état de cause, cette disposition est superflue.

8. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose la suppression de l'article 4.

Article 7

9. Il faudra se demander si, outre les domaines juridiques visés au paragraphe 1, d'autres questions ne devront pas être exclues du champ d'application de la convention. Par exemple, les législations nationales visant à protéger les personnes achetant à tempérament et les acheteurs traitant à domicile avec un démarcheur devraient l'emporter sur les dispositions de la convention. Grâce à l'exclusion des ventes aux consommateurs à l'alinéa a de l'article 2 et à celle des règles relatives à la validité des contrats de vente au paragraphe 1 de l'article 7, la plupart, mais non pas la totalité, de ces cas sont résolus de façon satisfaisante. Toutefois, lorsque l'on prévoira des exclusions de ce genre compte tenu des législations nationales visant à protéger le consommateur, il faudra prendre soin de préserver les intérêts légitimes du commerce international en délimitant avec précision le champ d'application de la convention.

10. Le paragraphe 2 ne semble pas régler la question de façon satisfaisante. La question des conséquences juridiques découlant du fait qu'un tiers détient sur la chose vendue des droits en matière de propriété industrielle ou intellectuelle ne devrait pas être exclue du champ d'application de la convention. Il semble au contraire légitime de traiter les droits des tiers comme les autres droits sur la chose vendue (voir art. 25, et suiv.).

11. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose la suppression du paragraphe 2 de l'article 7.

Article 9

12. Le libellé de cette disposition n'est pas satisfaisant. La référence à la notion vague de "préjudice important" ne permet pas de définir clairement l'expression "contravention essentielle au contrat". Le point à prendre en considération devrait être la question de savoir si, du fait de la contravention au contrat, la partie lésée n'a plus intérêt à ce que le contrat soit exécuté et si la partie ayant commis la contravention aurait pu prévoir ce résultat au moment de la conclusion du contrat. Il semble légitime, dans ces conditions uniquement, d'accorder le droit de déclarer la résolution du contrat en cas de contravention essentielle au contrat [voir art. 30, par. 1, a; art. 45, par. 1, a].

13. L'article 9 devrait être libellé comme suit :

"Une contravention commise par l'une des parties au contrat est essentielle lorsqu'elle a pour résultat que l'autre partie n'a plus intérêt à ce que le contrat soit exécuté et que la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat au moment de la conclusion du contrat."

Article 11

14. Cette disposition devrait être maintenue sans modifications. Des dispositions rigides en ce qui concerne la forme iraient à l'encontre des exigences du commerce international.

Article 19

15. Cette disposition devrait également traiter de la question de savoir à qui incombe la charge de la preuve dans un différend relatif à un défaut de conformité de la chose.

16. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose le paragraphe supplémentaire suivant :

"3) Le vendeur doit prouver que la chose qu'il a délivrée est conforme au contrat. Toutefois, si l'acheteur veut invoquer un défaut de conformité qu'il a découvert après l'expiration du délai avant la fin duquel il devait examiner la chose conformément aux dispositions de l'article 22, l'acheteur doit prouver ledit défaut de conformité. L'acheteur est réputé avoir découvert le défaut de conformité avant l'expiration de ce délai, s'il a notifié le défaut de conformité au vendeur dans un laps de temps raisonnable après l'expiration dudit délai."

Article 28

17. Il faudrait préciser que l'acheteur, en accordant un délai supplémentaire, ne perd pas le droit à des dommages et intérêts en cas de retard dans l'exécution.

18. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose la phrase supplémentaire suivante :

"Toutefois, l'acheteur n'est déchu d'aucun droit qu'il pourrait avoir à des dommages et intérêts en cas de retard dans l'exécution."

19. Il faudrait ajouter une phrase analogue à l'article 44.

Article 29, paragraphe 1

20. Cette disposition prévoit dans sa dernière partie que l'acheteur, en déclarant la réduction du prix conformément à l'article 31, peut empêcher le vendeur de réparer un manquement à ses obligations. Etant donné, toutefois, que le droit pour le vendeur de réparer un manquement à ses obligations est de toute façon soumis à la condition que cela ne cause à l'acheteur

aucun inconvénient déraisonnable, cette restriction supplémentaire ne semble pas justifiée.

21. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose de supprimer à la fin du paragraphe 1 les mots "ou la réduction du prix conformément à l'article 31".

22. En outre, il faudrait peut-être préciser à l'article 31 que le droit du vendeur de réparer un manquement à ses obligations conformément aux dispositions de l'article 29 l'emporte sur le droit de l'acheteur de déclarer la réduction du prix.

Article 30, paragraphe 1, b

23. L'acheteur devrait avoir également le droit de déclarer la résolution du contrat dans le cas où le vendeur ne répare pas un défaut de conformité de la chose dans un délai supplémentaire raisonnable. Dans bien des cas, les intérêts de l'acheteur seront tout aussi lésés par une livraison défectueuse que si la chose n'a pas été délivrée au moment convenu. Le fait que des défauts tout à fait insignifiants ne devraient pas être pris en considération semble aller de soi et il n'y a donc pas besoin de la préciser expressément.

24. Le texte de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30 devrait donc être le suivant :

"*b*) Si le vendeur a été requis d'exécuter le contrat ou de réparer un défaut de conformité conformément à l'article 28 et s'il ne s'est pas conformé à cette demande à l'expiration du délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément à cet article ou s'il a déclaré qu'il ne se conformerait pas à cette demande."

Article 50

25. Le terme "faute" ne devrait pas être utilisé au paragraphe 1 afin d'éviter toute confusion avec la notion de "faute" en droit national.

26. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose de raccourcir le paragraphe 1 comme suit :

"1. Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement qu'elle n'aurait pu raisonnablement prendre en considération, éviter ou surmonter."

27. Le paragraphe 2 peut causer des difficultés excessives au vendeur. Si le vendeur, en ce qui le concerne personnellement, est exonéré de sa responsabilité en vertu du paragraphe 1, il semble légitime de le tenir responsable de la faute d'un sous-traitant tout au plus s'il est certain qu'il peut obtenir une indemnité du sous-traitant. Toutefois, fréquemment, une telle demande d'indemnisation n'aboutira pas pour des raisons de droit ou de fait, par exemple à cause d'un accord limitant la responsabilité ou à cause de l'insolvabilité du sous-traitant.

28. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose de supprimer le paragraphe 2.

Article 58

29. La référence au taux d'intérêt applicable aux crédits commerciaux à court terme non garantis ne semble pas convaincante. Le vendeur ne devrait pas pouvoir exiger un taux d'intérêt aussi élevé dans tous les cas de retard dans le paiement du prix, mais uniquement s'il a été effectivement contraint d'emprunter à ce taux. Il convient en outre de souligner qu'en ce qui concerne les crédits commerciaux à court terme non garantis les taux d'intérêt varient énormément, car les prêteurs tiennent compte non seulement de la solvabilité du client, mais également des autres circonstances dans lesquelles le crédit est accordé.

30. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose de supprimer à la fin de l'article 58 les mots "étant entendu que ce taux ne sera pas inférieur au taux applicable aux crédits commerciaux à court terme non garantis dans le pays où le vendeur a son établissement".

Article 65, paragraphe 1

31. Cette disposition ne fournit pas de solution raisonnable dans le cas où le vendeur s'est engagé à remettre la chose à un transporteur en un lieu déterminé. Si, par exemple, un vendeur, qui a son établissement à l'intérieur des terres, s'est engagé à remettre la chose à un transporteur dans un port maritime déterminé, les risques ne devraient pas être transférés à compter de la remise de la chose au premier transporteur — qui transporte la chose jusqu'au port en question —, mais seulement à compter de sa remise au transporteur maritime.

32. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne propose d'ajouter la phrase suivante au paragraphe 1 :

"*Toutefois, si le vendeur a été requis de remettre la chose au transporteur en un lieu déterminé, les risques ne sont pas transférés à l'acheteur avant que la chose ait été remise au transporteur en ce lieu.*"

AUSTRALIE

[Original : anglais]

Remarques préliminaires

1. Le Groupe de travail a réussi à élaborer un projet qui pourrait fort bien constituer la base d'une convention de nature à rencontrer une adhésion beaucoup plus large que la Convention de 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels.

2. Conformément à la demande faite par le Secrétaire général, les présents commentaires sur le projet de convention portent exclusivement sur les questions fondamentales que soulève ce texte.

Conformité avec la Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises

3. L'Australie approuve la manière dont le Groupe de travail a envisagé la question de la conformité avec la Convention de 1974 sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises. Il est souhaitable, en général, que le projet de convention suive la Convention de 1974, les dispositions de cette dernière ne doivent pas être calquées au point d'inclure une disposition qui ne serait pas tout à fait à sa place dans le projet actuel.

Observations concernant divers articles

Application — Article 5

4. Il convient d'examiner avec soin la question de savoir si l'application de la convention à une vente internationale de marchandises doit être automatique, sauf dans la mesure où les parties à la vente en conviennent autrement, ou si la convention ne doit s'appliquer que lorsque les parties l'ont décidé.

5. Des Etats qui sont nettement favorables à la convention dans son ensemble peuvent toutefois avoir des réserves sur des questions particulières eu égard à leurs propres pratiques commerciales. Il se peut qu'ils hésitent à adhérer à la convention si son application est automatique. S'il s'avère qu'un nombre considérable d'Etats se trouvent dans une telle situation, il y aurait peut-être lieu de prévoir, afin de rendre la convention généralement acceptable, que celle-ci ne s'appliquera que si elle est adoptée par les parties.

Propriété industrielle — Article 7

6. L'exclusion du champ d'application de la convention de toute revendication qui pourrait naître entre le vendeur et l'acheteur du fait de l'existence de droits de propriété industrielle ou intellectuelle peut sensiblement diminuer la portée et la valeur de la convention. Lorsque les rapports entre l'acheteur et le vendeur sont à d'autres égards régis par la convention, il n'est pas souhaitable de laisser au droit national le soin de régler une question aussi importante.

Connaissance

7. Le projet contient beaucoup d'expressions différentes comprenant la notion de connaissance et de connaissance implicite. Il n'est pas clair si certaines d'entre elles sont censées être synonymes ou indiquer les degrés subtils dans la connaissance de la situation. Dans un cas comme dans l'autre, il est fort probable que l'utilisation d'un si grand nombre de termes différents entraîne des incertitudes et un manque d'uniformité dans l'interprétation.

8. Il serait souhaitable d'indiquer, de préférence par une définition, une notion de base comme critère des différents degrés de connaissance entrant en jeu.

Impossibilité d'exécution — Article 50

9. L'Australie estime que le projet de convention ne traite pas de manière satisfaisante les problèmes liés à l'inexécution dans les cas où il n'y a pas faute de la part de la partie qui n'a pas exécuté le contrat. Sous réserve seulement d'une exception en ce qui concerne la responsabilité pour dommages, le projet de convention traite une telle inexécution de la même manière que l'inexécution due à une faute ou l'exécution imparfaite (par exemple dans le cas de l'application des règles relatives à la résolution et à la réduction du prix). Il semble que des considérations tout à fait différentes devraient s'appliquer à l'ajustement des droits entre les parties à un contrat dont l'exécution est empêchée par des circonstances dont ni l'une ni l'autre partie n'est responsable, et aux cas où une des parties est, par sa propre faute, responsable de l'inexécution ou de l'exécution imparfaite et a ainsi causé un préjudice à l'autre partie.

10. En particulier, l'Australie estime que les dispositions actuelles sont inadéquates lorsqu'il s'agit d'un empêchement temporaire à l'exécution. Le projet de convention devrait tenir compte du fait qu'en cas d'empêchement temporaire l'exécution qui sera ensuite nécessaire pour que la partie en défaut puisse remplir ses propres obligations en vertu du contrat peut être radicalement différente de l'exécution envisagée au moment où le contrat a été conclu.

Dommages-intérêts — Articles 55, 56 et 57

11. Les principes généraux énoncés à l'article 55 pour établir le montant des dommages-intérêts paraissent raisonnables. Toutefois, les articles 56 et 57 sont moins satisfaisants car, sous leur forme actuelle, ils semblent constituer une variante de l'article 55 plutôt qu'illustrer le jeu de cet article dans des cas particuliers. Si les dommages-intérêts ont une fonction compensatoire, il semble peu logique de fournir trois formules différentes pour leur calcul et de donner au demandeur le droit de choisir la formule qui lui paraît la plus avantageuse dans un cas donné.

AUTRICHE

[Original : anglais]

Observations générales

1. L'Autriche est favorable en général au projet de convention sur la vente internationale de marchandises établi par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels dans le cadre de la CNUDCI, et elle est d'avis que ce projet est nettement meilleur que la LUVI de 1964 et beaucoup plus approprié.

Observations concernant des articles particuliers

Article 9

2. Il serait préférable de revenir à la version figurant à l'article 10 de la LUVI de 1964. L'expression "de

même qualité" qui se trouve dans le texte français de cet article 10, et qui, on le remarquera en passant, n'apparaît pas dans le texte anglais, devrait être supprimée car elle est à la fois ambiguë et superflue.

3. Si l'on devait conserver la nouvelle version, il faudrait préciser à quel moment la partie ayant commis une contravention au contrat doit avoir prévu ou eu des raisons de prévoir le résultat pour que soit remplie la condition qui permet de considérer la contravention comme essentielle.

Articles 21 et 29

4. A la dernière phrase de l'article 21, il est dit expressément que l'acheteur conserve le droit de réclamer les dommages-intérêts prévus à l'article 55. Le paragraphe 1 de l'article 29 ne contient pas de disposition dans ce sens. Comme il n'y a pas de raison de faire une distinction entre les deux articles à cet égard, il faudrait que cette disposition figure dans les deux articles, ou s'il n'est pas nécessaire de la mentionner expressément, qu'elle n'apparaisse dans aucun des deux.

Articles 48 et 49

5. L'ordre de ces deux articles devrait être modifié dans l'intérêt d'une présentation plus systématique.

Article 50

6. Au paragraphe 1, il serait préférable de revenir au texte figurant à l'article 74, paragraphe 1, de la LUVI de 1964 afin d'éviter de mentionner la notion de "faute" qui pourrait être confondue avec le terme "faute" tel qu'il est employé dans les droits nationaux. Comme pour ce qui concerne l'article 9, l'expression "de même qualité" de la version française qui, à nouveau, ne figure pas dans l'anglais, devrait être supprimée.

7. Le texte du paragraphe pourrait être abrégé comme suit :

"1. Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement qu'elle n'aurait pu raisonnablement prendre en considération, éviter ou surmonter."

8. D'autre part, il est proposé de compléter les dispositions concernant les effets de la résolution par un article (placé avant l'article 51) où l'obligation de payer des dommages-intérêts serait énoncée en principe, comme c'est le cas pour l'"exonération" à l'article 50.

Article 54

9. Selon le paragraphe 2, l'acheteur doit au vendeur l'équivalent de tout profit ou avantage qu'il a retiré de la chose ou d'une partie de la chose. Il faudrait toutefois déclarer également que l'acheteur doit au vendeur l'équivalent de tout profit ou avantage qu'il aurait pu

raisonnablement retirer de la chose ou d'une partie de la chose.

Article 57

10. La version actuelle du paragraphe permet à une partie qui a l'intention de demander des dommages-intérêts de spéculer au détriment de la partie qui est obligée de payer lesdits dommages-intérêts. En effet, la partie qui a droit aux dommages-intérêts pourrait attendre pour résoudre le contrat que la différence entre le prix fixé par le contrat et le prix courant ait atteint le maximum. Il faudrait donc stipuler que c'est le prix courant au moment où la délivrance de la chose a été effectuée ou aurait dû être effectuée qui doit être payé.

Article 64

11. Il faudrait indiquer expressément que seul un fait du vendeur survenu *avant* la remise de la chose peut être pris en considération.

Article 65

12. Le paragraphe 2 devrait être modifié de manière à indiquer que même dans les contrats de vente impliquant le transport de la chose, le risque est transféré à l'acheteur au plus tôt au moment de la conclusion du contrat.

BULGARIE

[Original : français]

Les autorités compétentes bulgares considèrent comme nécessaire de marquer les observations suivantes concernant le projet de convention sur la vente internationale des marchandises :

Article 1

1. Selon l'article 1 du projet, l'application de la Convention est déterminée par la notion d'"établissement, *place of business*". Il faut cependant noter que cette notion peut provoquer des inconvénients considérables dans la pratique. Si par exemple deux entreprises d'une même nationalité et ayant une même résidence avaient des établissements dans des pays différents, la Convention serait appliquée. Il est évident qu'une telle interprétation ne correspond pas aux fins de la Convention.

Il en serait de même si une entreprise concluait un contrat avec une autre entreprise ayant sa résidence dans le même Etat mais par l'intermédiaire de son établissement situé à l'étranger.

Toute ces ambiguïtés au sujet de l'application de la Convention pourraient être évitées en adoptant un critère bien plus simple et précis : la résidence des parties contractantes dans des Etats différents en présence, bien entendu, des conditions prévues dans l'article 1 [alin. a et b].

Article 11

2. En acceptant en principe la disposition de l'article 11 du projet, il aurait été mieux d'y ajouter, pour que l'application de la Convention soit plus proche des régimes des différentes législations concernant la forme et la preuve des contrats, un second alinéa prévoyant la forme écrite pour le contrat de vente lorsque la législation de l'une des parties l'exige.

Article 15

3. Selon l'article 15, alinéas *b* et *c*, la délivrance s'effectue par la "mise de la chose à la disposition" de l'acheteur. De cette façon la délivrance s'avère un acte unilatéral. Or, cela ne correspond pas à l'essence contradictoire de l'accomplissement du contrat. La délivrance ne peut être réalisée qu'avec la collaboration de l'acheteur.

Il faut bien noter que "la mise à la disposition" et "la délivrance" sont des actes différents. Au point de vue de fait des choses "la mise à la disposition" précède "la délivrance". La mise à la disposition est un acte du débiteur, c'est-à-dire du vendeur, tandis que la délivrance s'effectue avec la participation du créancier, à savoir l'acheteur.

De même l'assimilation des deux notions pourrait provoquer des difficultés concernant la preuve. Il est donc préférable d'adopter le régime de la LUVI, à savoir la délivrance comme remise de la chose.

4. Le projet de départ de la solution de la LUVI, à savoir que la délivrance n'est considérée effectuée que si la chose est conforme au contrat.

Il est raisonnable que si la chose délivrée n'est pas conforme au contrat, il n'y ait aucune délivrance, étant donné que les parties se sont mises d'accord pour une chose bien précise. L'exigence de la conformité permettra d'éviter la nécessité d'appliquer toutes les règles de la garantie en cas de marchandise ayant des défauts.

Chapitre 6

5. Prenant en considération notre avis au sujet de la délivrance (point 3 des présentes observations), la réglementation du transfert des risques au chapitre VI de la Convention doit être la conséquence de la remise de la chose et non de sa mise à la disposition. En tout cas l'article 66 du projet doit être synchronisé avec l'article 15. Nous proposons d'ailleurs la formule de l'article 97, paragraphe de la LUVI.

La résolution du contrat

6. Les dispositions de la Convention concernant la résolution du contrat paraissent très compliquées au point de vue logique et pratique. A notre avis les principes dont la réglementation de la résolution doit s'inspirer doivent être simplifiés en tenant compte de l'inégalité des parties, créée par l'inexécution du contrat :

a) La partie qui s'est conformée à ses obligations provenant du contrat peut déclarer la résolution en cas de contravention essentielle;

b) Le créancier est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il a accepté une exécution non conforme au contrat sans opposition immédiate.

Articles 47 et 49

7. La rédaction actuelle des articles 47 et 49 ne permet pas de voir clairement la différence qu'il y aurait entre eux. L'article 49 est superflu, nous semble-t-il, à moins de faire l'objet d'une addition à l'article 47.

Articles 15 et 65

8. Il faut bien admettre une disposition supplémentaire à l'article 15, alinéa *a* et à l'article 65, paragraphe 1 indiquant que la délivrance s'effectue et que les risques sont transférés ainsi par la remise de la chose au premier transporteur. Cela correspond à la pratique commerciale internationale.

Article 57

9. Au sujet de l'article 57 nous considérons que le moment de l'évaluation du dommage doit être le moment de la délivrance de la chose non effectuée, ou le moment où l'acheteur pourrait raisonnablement se procurer la même marchandise. A notre avis la rédaction actuelle de l'article 57 donne au vendeur la possibilité d'une spéculation en cas d'augmentation du prix.

Articles 64 à 67

10. Il nous semble plus logique de mettre l'article 64 avant les articles 65, 66 et 67, étant donné qu'il proclame la règle générale du transfert des risques.

DANEMARK (A/CN.9/125/Add.3*)

[Original : anglais]

De l'avis du Gouvernement danois, le projet de convention sur la vente internationale des marchandises établi par le Groupe de travail de la CNUDCI représente une nette amélioration par rapport à la Convention de La Haye de 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels.

Le Groupe de travail ayant approuvé le projet par consensus, avec un très petit nombre de réserves sur certains articles, la nouvelle convention devrait pouvoir être acceptée par des Etats ayant des systèmes juridiques différents. Le Gouvernement danois estime donc que le projet de convention constitue une excellente base de discussion pour la CNUDCI à sa prochaine session.

En ce qui concerne les différents articles du projet de convention, le Gouvernement danois approuve les observations du Gouvernement suédois.

En outre, il souhaite formuler les observations suivantes.

Article 19

Selon le paragraphe 2 de cet article, l'acheteur ne peut pas se prévaloir d'un défaut de conformité, au regard des alinéas *a* à *d*, qu'il connaissait ou ne pouvait pas ignorer au moment de la conclusion du contrat. Cette disposition ne semble pas très favorable à l'acheteur. En effet, si le contrat porte sur des marchandises déterminées et que l'acheteur les a examinées au moment de la conclusion du contrat, le vendeur peut raisonnablement présumer que l'acheteur a découvert tout défaut de conformité qui pouvait exister et a accepté l'état dans lequel se trouvent les marchandises. Il en va de même lorsque le vendeur peut raisonnablement présumer que l'acheteur a examiné les marchandises avant la conclusion du contrat. En conséquence, les mots "que l'acheteur connaissait ou ne pouvait pas ignorer" devraient être remplacés par "que l'acheteur connaissait ou aurait dû connaître".

Articles 26 et 50

La règle de l'exonération de responsabilité du paragraphe 1 de l'article 50 devrait aussi s'appliquer à un empêchement d'exécution existant au moment de la conclusion du contrat. De l'avis du Gouvernement danois, il n'y a pas de raison pour que la responsabilité du vendeur soit plus stricte dans ce cas que dans le cas d'un empêchement qui se produit après la conclusion du contrat.

Article 29

Comme le droit du vendeur de réparer tout manquement à ses obligations est limité aux cas où cela ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables et qu'il présuppose que le vendeur peut réparer le manquement à ses obligations à condition que cela n'entraîne pas un retard constituant une contravention essentielle au contrat, il est proposé que ce droit du vendeur ait priorité sur le droit de l'acheteur de déclarer la résolution du contrat ou la réduction du prix.

Article 45

Le paragraphe 2, *a*, prévoit qu'en cas d'exécution tardive par l'acheteur le vendeur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'a pas fait avant d'avoir su qu'il y avait eu exécution. Lorsque l'acheteur a longtemps tardé à payer le prix, l'exécution peut être assez surprenante pour le vendeur, et il ne semble pas raisonnable que celui-ci soit déchu de tout droit de déclarer la résolution du contrat lorsque le prix est payé. Le Gouvernement danois propose donc de libeller l'alinéa *a* comme suit :

"*a*) En cas d'exécution tardive par l'acheteur, dans un délai raisonnable après qu'il a eu connaissance de l'exécution".

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

[Original : anglais]

1. Les Etats-Unis d'Amérique accueillent avec satisfaction le projet de convention sur la vente interna-

tionale de marchandises présenté à la CNUDCI par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/116, annexe I*). Les propositions contenues dans le projet sont le fruit des discussions et de l'étude approfondies auxquelles a procédé le Groupe de travail, qu'il convient de louer pour la contribution qu'il a ainsi apportée au développement du droit international de la vente. Le projet de convention constitue une base satisfaisante pour l'élaboration d'un texte définitif lors de la Conférence diplomatique qu'il est proposé de réunir. Les Etats-Unis seront heureux de participer à ce travail et voudraient présenter les observations suivantes sur le projet afin que la Conférence puisse les examiner. Ces observations sont groupées sous trois rubriques : propositions de fond importantes; propositions d'ordre rédactionnel; appui apporté à d'autres propositions.

Propositions de fond importantes

A. — Le commentaire

2. Les Etats-Unis partagent pour l'essentiel les vues exprimées dans le commentaire relatif au projet de convention sur la vente internationale de marchandises (A/CN.9/116, annexe II**). Ils estiment que, bien que ne faisant pas partie du texte lui-même, le commentaire peut pour trois raisons faciliter énormément l'acceptation du projet de convention.

3. Premièrement, dans certains cas, le commentaire est nécessaire pour que ceux qui ne sont pas familiers avec le texte puissent en comprendre la signification. Cela est particulièrement vrai du fait que l'article 13 dispose que "pour l'interprétation et l'application" des dispositions de la Convention on tiendra compte "de la nécessité d'en promouvoir l'uniformité". On peut citer comme exemple l'article 31 qui dispose que l'acheteur peut déclarer la réduction du prix en cas de défaut de conformité de la chose. Ce recours est inconnu dans les pays de *common law* et ne pourrait être compris par les juristes de ces pays sans l'aide du commentaire. Le paragraphe 3 du commentaire est particulièrement important puisque, sans lui, un juriste de *common law* ne pourrait supposer que l'acheteur peut réduire le prix même s'il l'a déjà payé. L'article 28 offre un exemple de type différent : il autorise l'acheteur à demander l'exécution du contrat dans un délai supplémentaire, mais c'est le paragraphe 3 du commentaire qui précise que si le vendeur ne se conforme pas à la demande d'exécution l'acheteur peut déclarer la résolution du contrat en vertu du paragraphe 1, *b*, de l'article 30. On peut formuler la même observation au sujet des articles 30 et 45, qui permettent de déclarer la résolution du contrat : dans les deux cas, c'est le paragraphe 3 du commentaire qui rappelle au lecteur que l'article 10 impose de notifier la déclaration de résolution. Il existe de très nombreux cas où le commentaire joue ce rôle essentiel.

4. Deuxièmement, le commentaire sera extrêmement utile pendant la période où les juristes et les milieux commerciaux examineront s'il convient de

* *Annuaire*. . . 1976, deuxième partie, I, 2.

** *Ibid.*, deuxième partie, I, 3.

recommander à leurs gouvernements de ratifier la Convention. Les hommes d'affaires et les juristes qui nous conseillent sont unanimes à penser qu'il est souhaitable de conserver le commentaire et, sans son aide, auraient en fait de la difficulté à comprendre le texte.

5. Troisièmement, lorsque le texte sera entré en vigueur, le commentaire favorisera l'uniformité. Rendre facilement accessible à tous ce moyen précieux d'interprétation contribuera à réaliser les buts de l'article 13. Les documents de travail concernant le texte, y compris les projets antérieurs et le commentaire lui-même ainsi que les ouvrages qui pourront être écrits à l'avenir, seront faciles à obtenir pour les juristes qui se trouvent dans les grands centres commerciaux, dotés de riches bibliothèques juridiques, mais les juristes exerçant dans de moins grands centres seraient désavantagés si un commentaire n'accompagnait pas le texte définitif. Le commentaire relatif à notre code commercial uniforme a un but semblable et, bien que n'ayant pas lui-même force de loi, il a été favorablement accueilli et fait autorité. En conséquence, les Etats-Unis demandent instamment que le commentaire soit présenté à l'Assemblée générale en même temps que le projet lui-même et recommandent que le texte adopté par la Conférence diplomatique soit accompagné d'un commentaire.

6. En outre, les Etats-Unis proposent que le commentaire soit complété par l'addition d'un titre pour chaque article dans le commentaire. Ces titres pourraient être mis entre crochets afin d'indiquer qu'ils ne font pas partie du texte des articles et ne figureraient que dans les éditions contenant le commentaire.

7. Si le texte n'est pas accompagné d'un commentaire dans la version présentée par la Commission, les Etats-Unis se verront dans l'obligation de proposer un nombre considérable de modifications de forme afin de le rendre plus détaillé et de renvoyer le lecteur, dans chaque article, aux autres dispositions qui le complètent ou en réduisent la portée.

B. — *Notifications et autres communications (art. 10)*

8. Le paragraphe 3 de l'article 10 ne traite des risques au cours de transmission qu'en ce qui concerne deux types de communications : 1) la déclaration de résolution et 2) la dénonciation du défaut de conformité de la chose requise par l'article 23. Etant donné que les dispositions des droits nationaux concernant les risques en cours de transmission sont loin d'être uniformes, le texte doit énoncer une règle claire. Le projet impose l'obligation d'adresser des communications dans de nombreuses autres dispositions : paragraphe 1 de l'article 16 ("envoyer à l'acheteur un avis"), paragraphe 3 de l'article 16 ("sur la demande de ce dernier"), paragraphe 2 de l'article 29 ("demande à l'acheteur"), article 31 ("déclarer la réduction du prix"), paragraphe 1, *b*, de l'article 45 ("a été requis. . . a déclaré"), paragraphe 1 de l'article 46 ("spécifier. . . après une demande"), paragraphe 2 de l'article 46 ("doit en faire connaître les modalités à l'acheteur"), paragraphe 3 de l'article 47 ("adresser immédiatement une notification à cet effet à l'autre

partie. . . réception de la notification"), paragraphe 4 de l'article 50 ("doit notifier"), paragraphe 1 de l'article 63 ("sous réserve de notification"), paragraphe 2 de l'article 63 ("doit notifier"). Le projet créerait une situation qui serait peut-être plus confuse que si aucune règle concernant les risques en cours de transmission n'avait été incluse. Dans les cas qui ne sont pas visés au paragraphe 3 de l'article 10, on pourrait s'attendre à voir soutenir trois thèses contradictoires : 1) des solutions disparates doivent être recherchées dans les droits nationaux; 2) la règle énoncée au paragraphe 3 de l'article 10 doit être étendue par analogie; 3) il convient d'appliquer une règle opposée à celle du paragraphe 3 de l'article 10.

9. Par ailleurs, le paragraphe 1 de l'article 10, qui dispose que les communications "doivent être adressées" par un moyen approprié, semble être soit injuste, soit trompeur. On pourrait comprendre qu'en cas d'inobservation de cette disposition, la communication n'a pas d'effet. Mais un tel résultat serait injuste si la communication a effectivement été reçue à temps, bien qu'elle n'ait pas été adressée par un moyen approprié. Le paragraphe 1 devrait signifier que l'expéditeur est privé du bénéfice d'une règle comme celle énoncée au paragraphe 3 de l'article 10, selon laquelle les risques en cours de transmission ne sont pas à sa charge.

10. Les Etats-Unis proposent donc de réviser le texte comme suit :

"Article 10

"[1. Les communications prévues par la présente Convention doivent être adressées par un moyen approprié aux circonstances.]

"[2] 1) Une déclaration de résolution n'a d'effet que si elle est notifiée à l'autre partie.

"[3] 2) Si [une notification de résolution ou toute communication requise par l'article 23] toute autre notification, demande ou communication prévue par la présente Convention est adressée par un [moyen approprié] moyen approprié aux circonstances dans le délai requis, le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination, qu'elle n'est pas arrivée avant l'expiration de ce délai ou que sa teneur n'a pas été transmise exactement, ne prive pas l'expéditeur du droit de s'en prévaloir."

C. — *Non-exigence de la forme écrite (art. 11)*

11. L'article 11 a été mis entre crochets parce qu'on n'a pu se mettre d'accord à son sujet. La difficulté est venue du fait qu'il était inconciliable avec les dispositions du droit national imposant la forme écrite pour les contrats de vente conclus, par exemple, par une organisation commerciale ou autre société étatique. Les Etats-Unis pensent que ce problème est qu'en vertu de certaines législations les représentants d'organisations commerciales ou de sociétés étatiques ne peuvent valablement conclure un contrat autrement que dans une forme prescrite. Les Etats-Unis proposent donc d'ajouter à l'article 11 le paragraphe suivant.

“Article 11

“1) Aucune forme n'est prescrite pour le contrat de vente. Il peut être prouvé par témoin.

“2) Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent sans préjudice des restrictions autrement valides de la capacité d'une partie de conclure un contrat autrement que dans une forme ou selon des modalités déterminées si ces restrictions sont prescrites par la législation de l'Etat où la partie a son établissement et sont soit connues de l'autre partie, soit généralement connues et régulièrement observées par les parties à des contrats du même type.”

D. — Action en paiement du prix (art. 43)

12. L'article 43 dispose qu'à moins de s'être prévalu d'un moyen incompatible avec l'exigence de paiement, le vendeur “peut exiger de l'acheteur le paiement du prix”. Il semble qu'en vertu de cette disposition le vendeur puisse intenter contre l'acheteur une action en paiement du prix même si l'acheteur s'est dédit lorsque la chose était encore en la possession d'un vendeur qui pouvait la vendre ailleurs. Un vendeur qui n'aurait pas encore commencé à fabriquer la chose pourrait apparemment se prévaloir aussi de cette disposition. Cette règle non seulement modifierait le droit américain de façon radicale et rétrograde, mais est aussi incompatible avec de saines pratiques commerciales. Conformément au principe sur lequel repose l'article 59 relatif à la réduction des dommages-intérêts, un vendeur qui a la possibilité de diminuer sa perte en vendant la chose sur le marché devrait le faire. Les Etats-Unis proposent donc de modifier l'article 43 comme suit :

“Article 43

“Le vendeur peut exiger de l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison de la chose ou l'exécution de l'une quelconque des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ces exigences d'exécution ou à moins que, dans les circonstances, le vendeur doive raisonnablement diminuer la perte subie du fait de la contravention en revendant la chose.”

13. Une autre solution consisterait à modifier l'article 59.

“Article 59

“La partie qui invoque la contravention au contrat est tenue de prendre des mesures raisonnables eu égard aux circonstances afin de diminuer la perte subie y compris par le manque à gagner du fait de la contravention. Si elle néglige de le faire, l'autre partie peut demander une réduction des dommages-intérêts, y compris une réduction du prix pouvant être réclamé, égale à la partie de la perte qui aurait dû être évitée.”

14. Si une telle modification n'est pas apportée, il serait souhaitable de limiter l'action en paiement du prix aux cas où l'acheteur a accepté la chose ou à ceux où la chose a été détruite ou endommagée après le transfert des risques.

E. — Résolution partielle du contrat par le vendeur (art. 32 et 48)

15. Le projet de convention vise à donner des droits comparables au vendeur et à l'acheteur. Il semble toutefois qu'il présente une lacune en ce qui concerne la résolution partielle du contrat par le vendeur. Lorsque le contrat prévoit des livraisons successives et lorsque l'une des parties se rend coupable d'un grave défaut d'exécution (défaut de délivrance de la part du vendeur ou défaut de paiement de la part de l'acheteur) eu égard à l'une des livraisons, l'autre partie devrait être autorisée à refuser de fournir sa contrepartie (le paiement pour l'acheteur ou la délivrance de la chose pour le vendeur) eu égard à ladite livraison. Il serait dommage de contraindre une partie à annuler l'ensemble du contrat à moins que la contravention en ce qui concerne les livraisons passées ne laisse présager “une contravention essentielle eu égard aux futures livraisons”. L'article 32 traite de cette situation lorsque le vendeur est en défaut, mais il n'existe aucune disposition comparable pour le cas où c'est l'acheteur qui est en défaut. Les Etats-Unis proposent d'ajouter un nouveau paragraphe 1 à l'article 48 (les paragraphes 1 et 2 actuels deviendraient les paragraphes 2 et 3).

“Article 48, 1)

“1) Dans les contrats à livraisons successives, si l'inexécution par l'une des parties d'une obligation relative à une livraison constitue une contravention essentielle eu égard à ladite livraison, l'autre partie peut déclarer la résolution du contrat en ce qui concerne cette livraison.”

16. En outre, le titre de la section I du chapitre V devrait être complété comme suit :

“Section I. — Contravention anticipée; contrats à livraisons successives”

F. — Impossibilité d'exécuter le contrat (art. 50)

17. L'article 50 donne l'impression d'être le résultat d'un compromis. Il est satisfaisant dans l'ensemble, mais ne fait pas suffisamment la distinction entre la destruction d'une chose déterminée dont l'existence était présumée par les parties (voir l'exemple 50A du commentaire) et celle d'une chose que le vendeur avait l'intention d'utiliser pour exécuter le contrat (voir l'exemple 50B du commentaire). (L'explication donnée au sujet de l'exemple 50B dans le commentaire n'est pas satisfaisante, car rien dans le texte ne vient l'appuyer.) On peut remédier à cette lacune en ajoutant que les parties au contrat doivent avoir posé comme condition implicite la non-survenance de l'empêchement. Les Etats-Unis proposent pour le paragraphe 1 de l'article 50 le texte révisé suivant, dont la deuxième phrase contient également des suggestions d'ordre rédactionnel :

“Article 50, 1)

“1) Si une partie n’a pas exécuté une de ses obligations, elle n’est pas responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement qui s’est produit sans qu’il y ait faute de sa part et dont la non-survenance était une condition implicite du contrat. A cette fin, la partie qui n’a pas exécuté est réputée en défaut à moins de prouver qu’elle n’aurait pu raisonnablement [prendre] avoir pris l’empêchement en considération au moment de la conclusion du contrat ou [l’éviter] l’avoir évité [l’empêchement] ou le surmonter après qu’il est survenu.”

G. — Les risques en cas de vente documentaire (art. 65)

18. Dans sa version actuelle, le paragraphe 1 de l’article 65 dispose que si le contrat implique un transport, les risques sont transférés à l’acheteur à compter de la remise de la chose au premier transporteur, à moins que le vendeur ne soit “tenu de la remettre en un lieu de destination déterminé”. Cette disposition est sans doute satisfaisante lorsqu’il s’agit de contrats qui sont manifestement des contrats de “destination” (par exemple fob ville de l’acheteur), mais son application n’est pas claire en ce qui concerne les contrats caf (par exemple caf ville de l’acheteur). Il se peut que l’on n’ait pas voulu que le paragraphe 1 de l’article 65 se prête à une interprétation négative et qu’il ne s’applique à aucun des types de contrats susmentionnés. Il se peut également que les contrats caf soient régis par l’article 65, parce que l’on considère que l’“assurance” entraîne sous une forme atténuée des conséquences du même ordre que celles d’une interprétation négative du paragraphe 1 de l’article 65, si bien que les risques sont transférés à compter de la remise au premier transporteur. (Cela n’expliquerait pas pourquoi on arrive au même résultat dans le cas d’un contrat C et F.) En outre, il serait souhaitable de modifier l’article 65 de façon à préciser que le fait que le vendeur conserve le contrôle de la chose grâce à un connaissance ne modifie pas les règles habituelles. Pour que le fond du paragraphe 1 de l’article 65 demeure le même, il serait souhaitable de modifier ce paragraphe comme suit :

“Article 65, 1)

“1) Si le contrat implique un transport de la chose et si le vendeur n’est pas tenu de [la] remettre la chose à l’acheteur en un lieu de destination déterminé, les risques sont transférés à l’acheteur à compter de la remise de la chose à un transporteur pour transmission à l’acheteur. Le fait que le vendeur soit autorisé à conserver des documents qui lui permettent de contrôler la vente de la chose n’affecte pas le transfert des risques.”

Propositions d’ordre rédactionnel

A. — Normalisation de la terminologie

19. Comme la délégation des Etats-Unis l’a signalé à la septième session du Groupe de travail, le projet

contient une grande variété d’expressions du genre “a des raisons de savoir (de connaître)” [art. 2, a, 8, 2)], “aurait dû savoir” [art. 22, 3), 30, 2), b, 45, 2), b, 50, 4), 55, 65, 2) cf. art. 23, 1)], “ne pouvait pas ignorer” [art. 19, 2), 24], “prévoir” (art. 9) et “envisager” [art. 6, a, 48, 2)]. Aux yeux d’un juriste américain ayant quelque expérience de la rédaction de textes législatifs, cette variété donne l’impression d’un manque de rigueur. S’il est vrai que certains des termes énumérés peuvent avoir des nuances de sens différentes, les termes “prévoir” et “envisager” sont synonymes dans notre usage juridique, le terme “prévoir” étant le plus couramment utilisé. Les expressions “a des raisons de savoir” et “aurait dû savoir” sont également synonymes dans notre usage juridique; l’expression “a des raisons de savoir” est la plus couramment utilisée, mais son utilisation constante dans le projet exigerait un plus grand nombre de modifications que celle de l’expression “aurait dû savoir”. Les Etats-Unis proposent donc les modifications suivantes :

Article 2, a : “. . . à moins que le vendeur, au moment de la conclusion du contrat [n’ait pas su et n’ait pas eu de raison de savoir] n’ait pas su et n’ait pas dû savoir que ces objets étaient achetés pour un tel usage;”

Article 6, a : “. . . eu égard aux circonstances connues des parties ou [envisagées] prévues par elles au moment de la conclusion du contrat;”

Article 8, 2) : “. . . à tout usage dont elles avaient connaissance ou [qu’elles avaient des raisons de connaître] qu’elles auraient dû connaître. . .”

Article 48, 2) : “. . . aux fins [envisagés] connues ou prévues par les parties. . .”

B. — Harmonisation du libellé des articles 15 et 41

20. L’article 15, relatif à l’obligation du vendeur de délivrer la chose, et l’article 41, relatif à l’obligation corrélatrice de l’acheteur de prendre livraison, sont libellés dans des perspectives différentes. Les Etats-Unis proposent d’harmoniser ces articles en modifiant l’article 15 comme il est indiqué ci-après. (Cela éviterait en outre que l’on puisse interpréter l’article 15 comme une définition de la délivrance. Par exemple, même lorsque le vendeur remplit son obligation de délivrer par “la mise de la chose à la disposition de l’acheteur” en un lieu particulier, tel que l’établissement du vendeur [voir la fin de l’alinéa b)], il n’y a pas eu matériellement délivrance parce que la chose n’a pas été remise à l’acheteur ou retirée par lui. De fait, dans la plupart des cas où l’acheteur ne prend pas possession de la chose, le vendeur la revendra et il n’y aura jamais eu délivrance à l’acheteur défaillant.)

“Article 15

“Si le vendeur n’est pas tenu de délivrer la chose en un lieu particulier, [la délivrance s’effectue] l’obligation de délivrer du vendeur consiste :

“a) Lorsque le contrat de vente implique un transport de la chose, [par] en la remise de la chose au premier transporteur pour transmission à l’acheteur;

“b) Lorsque, dans les cas non visés au précédent alinéa, le contrat porte sur

“i) Un corps certain, ou

“ii) Une chose du genre qui doit être prélevée sur une masse déterminée ou qui doit être fabriquée ou produite,

“et lorsque, au moment de la conclusion du contrat, les parties savaient que la chose se trouvait ou devait être fabriquée ou produite en un lieu particulier, [par] en la mise de la chose à la disposition de l’acheteur en ce lieu;

“c) Dans les autres cas, [par] en la mise de la chose à la disposition de l’acheteur au lieu où le vendeur avait son établissement au moment de la conclusion du contrat.”

C. — Emplacement de l'article 25

21. La section qui traite de la conformité de la chose commence à l'article 19, qui énonce les obligations du vendeur quant à la qualité de la chose, et se termine à l'article 25, qui énonce les obligations du vendeur quant à la propriété de la chose. Les cinq articles intermédiaires contiennent des règles qui nuancent l'article 19, mais leur applicabilité à l'article 25 est incertaine en raison de l'emplacement de ce dernier. Les Etats-Unis estiment que, dans la mesure où le contexte l'autorise, les dispositions de ces cinq articles s'appliquent aussi bien aux obligations imposées par l'article 25 qu'à celles imposées par l'article 19. Ils proposent donc que l'article 25 soit placé immédiatement avant ou après l'article 19, les articles de cette section étant renumérotés en conséquence.

D. — Portée du droit de résolution prévu à l'article 45, 1), b

22. Dans les ventes internationales, l'acte essentiel par lequel l'acheteur exécute son obligation est souvent non pas le *paiement* effectif du prix mais l'établissement d'une lettre de crédit ou d'une caution bancaire (art. 35). L'article 44 stipule qu'en cas de défaillance de l'acheteur le vendeur “peut demander l'exécution du contrat dans un délai supplémentaire d'une durée raisonnable”. Les mots “demander l'exécution” sont suffisamment larges pour englober une demande tendant à l'établissement d'une lettre de crédit ou d'une caution bancaire exigée par le contrat. Par contre, l'article 45 1) b), qui est la suite organique de l'article 44, prévoit simplement que le vendeur peut déclarer la résolution du contrat si l'acheteur, après avoir été requis de le faire, “n'a pas payé le prix ou pris livraison”. Le fait de ne pas “payer” n'englobe pas le fait de ne pas avoir pris les mesures mentionnées plus haut. (L'emploi du mot “payer” à l'article 34 et des termes “les mesures nécessaires pour permettre le paiement du prix” à l'article 35 donnent à entendre que le mot “payer” n'englobe pas lesdites mesures. Les Etats-Unis proposent donc que l'article 45, 1) b soit modifié comme suit :

“Article 45, 1) b

“1) Le vendeur peut déclarer la résolution du contrat :

“... .

“b) Si l'acheteur a été requis conformément à l'article 44 de payer le prix, ou de prendre les mesures nécessaires concernant le paiement exigées en vertu de l'article 35, ou de prendre livraison, et s'il n'a pas [payé le prix ou pris livraison] *satisfait à cette demande* à l'expiration du délai supplémentaire fixé par le vendeur conformément à l'article 44 ou a déclaré qu'il ne se conformerait pas à la demande d'exécution.”

E. — Suggestions d'ordre technique

23. Les Etats-Unis proposent les modifications ci-après qui, à leur avis, ne réclament pas d'explication détaillée :

a) *Article 15*. Les mots “et lorsque, au moment. . . en ce lieu;” devraient être placés en retrait pour indiquer qu'ils font partie de l'alinéa b et sont sans effet sur l'alinéa a.

b) *Article 16*. Sans objet en français.

c) *Article 19, 1)*. Les mots “Sauf convention contraire” devraient être supprimés, car ils font double emploi avec l'article 5 et laissent entendre, par implication négative, que les parties ne pourraient pas écarter ou modifier d'autres règles concernant la conformité.

d) *Articles 19 et 31*. Sans objet en français.

e) *Article 29*. Les mots “exécuter” et “exécution”, qui apparaissent un total de quatre fois aux paragraphes 2 et 3, doivent être remplacés par “réparer” et “réparation”. Cela mettrait mieux en évidence le lien avec le paragraphe 1.

f) *Article 36*. L'expression “habituellement pratiqué audit moment” devrait être remplacée par “pratiquée à ce moment”, ce qui permettrait d'avoir un libellé analogue à celui de l'article 57, qui n'utilise pas l'adverbe “habituellement”, et d'éviter la tournure “audit”, qui manque de simplicité.

g) *Article 39, 2)*. Les mots “au lieu de destination” devraient être supprimés.

h) *Article 47, 1)*. Dans le texte anglais, le mot “capacity” devrait être remplacé par “ability” (ou peut-être “capability”) en raison du fait que le terme “capacity” est souvent employé pour désigner la capacité juridique, avec toutes les questions touchant l'aliénation mentale et même le pouvoir de représenter un mandant qui peuvent s'y rattacher.

i) *Article 48, 2)*. Sans objet en français.

j) *Article 63, 1)*. La syntaxe de ce paragraphe est embrouillée. Pour plus de clarté, il y aurait lieu d'en modifier comme suit le libellé :

“1) Si l'autre partie a apporté un retard déraisonnable à prendre possession de la chose ou à la reprendre ou à payer les frais de sa conservation, la partie qui doit assurer la conservation de la chose

conformément aux articles 60 et 61 peut la vendre par tous moyens appropriés après avoir notifié à l'autre partie son intention de vendre."

Appui apporté à d'autres propositions

A. — *Proposition du Royaume-Uni concernant l'article 50,3)*⁵

24. Les Etats-Unis appuient la proposition du Royaume-Uni tendant à ajouter une phrase au paragraphe 3 de l'article 50. Une fois quelques remaniements de style apportés à la proposition du Royaume-Uni, ce paragraphe se lirait comme suit :

Article 50, 3)

"3) Les dispositions des paragraphes 1 et 2 ne sont applicables que pendant la durée de l'empêchement. Toutefois, la partie qui n'a pas exécuté est définitivement déchargée de son obligation si, au moment où l'empêchement disparaît, l'exécution est modifiée au point que le contrat est devenu notablement plus onéreux que si l'empêchement n'était pas survenu."

B. — *Proposition de la Norvège concernant l'article 66,3)*⁶

25. Les Etats-Unis appuient la proposition de la Norvège tendant à ajouter à l'article 66 un nouveau paragraphe 3 qui, après une modification de rédaction, se lirait comme suit :

"3) Si la chose n'est pas individualisée aux fins de la délivrance à l'acheteur par l'apposition d'une adresse ou tout autre moyen, elle n'est pas manifestement individualisée aux fins du contrat, à moins que le vendeur donne notification du chargement et, si nécessaire, envoie certains documents qui spécifient la chose."

FINLANDE

[Original : anglais]

Observations générales

1. Le Gouvernement finlandais constate avec satisfaction que le projet de convention sur la vente internationale des marchandises élaboré par un Groupe de travail de la CNUDCI établit un juste équilibre entre les intérêts des parties intéressées et entre différents systèmes juridiques. Le projet ne contient aucune disposition qui irait à l'encontre des principes fondamentaux du droit finlandais. De l'avis du Gouvernement finlandais, le projet constitue une excellente base à partir de laquelle on pourrait poursuivre les débats et une amélioration substantielle par rapport à la Convention

⁵ Proposition faite par le Royaume-Uni pendant la septième session du Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels (5-16 janvier 1976). [Note insérée par le Secrétariat.].

⁶ Proposition faite par la Norvège pendant la septième session du Groupe de travail de la vente internationale des objets mobiliers corporels (5-16 janvier 1976). [Note insérée par le Secrétariat.].

de La Haye de 1964 sur la vente internationale des objets mobiliers corporels.

2. De l'avis du Gouvernement finlandais, le projet pourrait néanmoins être amélioré sur certains points.

Observations sur certains articles du projet

Article 2, alinéa e

3. Puisque la convention aurait un caractère supplétif (cf. art. 5), le Gouvernement finlandais pense que la disposition proposée à cet alinéa n'est pas nécessaire. Les navires et les aéronefs sont en principe soumis aux législations nationales relatives à la vente des marchandises au même titre que les autres marchandises. Le régime international pourrait également s'appliquer à la vente des navires et des aéronefs lorsque les parties au contrat n'ont pas réglé la question. Dans la plupart des cas, ces contrats sont des contrats types.

Article 2, alinéa f

4. De l'avis du Gouvernement finlandais, cette disposition pourrait être supprimée, car l'électricité ne saurait être considérée comme une marchandise.

Article 7, paragraphe 2

5. Aux termes de ce paragraphe, c'est la législation nationale qui détermine l'effet sur les relations entre le vendeur et l'acheteur de l'existence d'un droit en matière de propriété industrielle ou intellectuelle. Toutefois, les législations nationales diffèrent considérablement sur ce point. Le texte proposé aboutit donc à un résultat non satisfaisant. Une version antérieure du projet apportait une solution à ce problème. Le Gouvernement finlandais propose donc de modifier le début de ce paragraphe de la manière suivante :

"A moins qu'il n'en aille autrement en vertu des dispositions du paragraphe 2 de l'article 25, la présente convention ne régit pas. . . (le reste du texte demeurant inchangé)."

Article 10, paragraphe 3

6. Ce paragraphe qui stipule pour quelles communications les risques en cours de transmission sont à la charge du destinataire ne renvoie qu'à l'article 23. Cette disposition devrait également s'appliquer aux dispositions des articles 16, 1), 27, 2), 30, 2), 45, 2), 48, 49 et 50, 4).

Article 18

7. Il ne semble pas que cette disposition ajoute quoi que ce soit aux dispositions de l'article 4. L'article 18 pourrait donc être supprimé.

Article 22, 1)

8. Les mots "ou la faire examiner" pourraient entraîner des confusions, car dans plusieurs dispo-

sitions du projet il n'est pas fait référence au fait que des mesures incombant à une partie au contrat pourraient être prises par quelqu'un d'autre. De l'avis du Gouvernement finlandais, ces mots pourraient donc être supprimés.

Article 25

9. L'attention a été attirée sur le fait qu'en vertu de cet article ainsi que des dispositions de l'alinéa 2 de l'article 7, c'est le droit national qui s'appliquerait en ce qui concerne l'effet d'un droit en matière de propriété industrielle ou intellectuelle existant sur la chose vendue. On pourrait résoudre ce problème en exonérant le vendeur de responsabilité pour un tel droit sur la chose. Le problème pourrait également être résolu par l'inclusion d'une disposition prévoyant que le vendeur est responsable vis-à-vis de l'acheteur en ce qui concerne les droits ou les prétentions d'un tiers fondés sur la propriété industrielle ou intellectuelle dans la mesure où ces droits ou ces prétentions existent ou sont reconnus conformément au droit de l'Etat où le vendeur a son établissement. Cette solution laisserait à la législation nationale le soin de décider quels droits en matière de propriété industrielle ou intellectuelle sont reconnus et peuvent être invoqués contre le vendeur, alors que les effets de ces droits seraient régis par la convention. Un droit en matière de propriété industrielle ou intellectuelle serait ainsi considéré comme un cas de défaut de conformité de la chose.

Article 28

10. En vertu de cet article, l'acheteur ne peut se prévaloir d'aucun des moyens dont il dispose en cas de contravention au contrat pendant le délai supplémentaire. De l'avis du Gouvernement finlandais, l'acheteur devrait avoir droit à un dédommagement pour les pertes subies pendant ce délai. Le Gouvernement finlandais propose donc d'ajouter à cet article une troisième phrase qui se lirait comme suit :

“Après l'expiration du délai, l'acheteur peut se prévaloir de tout moyen qui n'est pas incompatible avec l'exécution du contrat par le vendeur conformément à la demande de l'acheteur.”

Article 29

11. Le droit du vendeur de réparer tout manquement à ses obligations étant limité aux cas où cela ne cause à l'acheteur ni inconvénients ni frais déraisonnables et étant soumis à la condition que le manquement peut être réparé si cela n'entraîne pas un retard constituant une contravention essentielle au contrat, le Gouvernement finlandais propose que ce droit du vendeur l'emporte sur celui de l'acheteur de déclarer la résolution du contrat ou la réduction du prix. Il semble que dans le droit moderne en matière de vente des marchandises, la tendance soit de chercher à préserver le contrat. Cette tendance aboutissant souvent à une réduction globale des coûts, le Gouvernement finlandais propose d'adopter également cette solution dans le projet. On pourrait arriver à ce résultat en supprimant le texte après les mots “frais déraisonnables”.

Article 39, paragraphe 1

12. Il ne semble pas que la deuxième phrase de ce paragraphe ajoute quoi que ce soit à la première phrase. De l'avis du Gouvernement finlandais, la deuxième phrase pourrait être supprimée.

Article 44

13. Si la proposition formulée au sujet de l'article 28 est adoptée, l'article 44 devra être modifié en conséquence.

Article 47, paragraphe 2

14. La deuxième phrase de ce paragraphe ne semble rien ajouter à l'article 7 et pourrait donc être supprimée.

HONGRIE

[Original : anglais]

Observations générales

1. Le Secrétaire général a appelé l'attention sur le fait que la CNUDCI avait recommandé aux gouvernements et aux organisations internationales intéressées “de concentrer autant que possible leurs observations sur les questions fondamentales [visées dans le projet de convention] en raison du fait qu'ils seront de nouveau invités à présenter des observations et des amendements concernant le projet de convention lors d'une conférence de plénipotentiaires à laquelle le projet de convention, approuvé par la Commission, sera soumis pour adoption”. En conséquence, les observations du Gouvernement de la République populaire hongroise ne porteront que sur les questions fondamentales, et ses observations sur les questions de détail seront présentées à la conférence de plénipotentiaires.

2. L'étude du projet de convention a renforcé le Gouvernement de la République populaire hongroise dans son opinion que la loi uniforme sur la vente internationale des marchandises envisagée par la CNUDCI répond à un besoin.

3. En effet, le principe de l'universalité s'est manifesté à tous les stades de l'élaboration du projet, à laquelle ont pris part des pays de toutes les régions.

4. L'établissement de la loi uniforme se justifie également par le fait que la CNUDCI, conformément à la tâche qu'elle s'est fixée, a réussi, en laissant de côté les considérations générales qui rendent la normalisation du droit difficile, à élaborer un projet de convention susceptible d'être accepté par tous les pays. Ce projet contient des règles réalistes et pratiques; sa structure est claire et, pour la plupart des solutions qu'il propose, on a évité l'emploi de formules abscones que seuls les spécialistes peuvent comprendre.

5. Le projet de convention est d'autant plus louable qu'il établit un juste équilibre entre les deux positions contractuelles.

6. La définition de la vente internationale, la délimitation du champ d'application de la convention, la réglementation de l'application des usages commerciaux, la renonciation à la résolution de plein droit, la définition de la contravention essentielle et la règle concernant l'exonération de la responsabilité pour dommages méritent une mention particulière.

IRAK

[Original : anglais]

Les autorités irakiennes ont examiné le texte du projet de convention sur la vente internationale de marchandises et ont constaté que les dispositions de ce texte étaient relativement proches des principes de la Loi sur le commerce n° 149 de 1970 de l'Irak.

MADAGASCAR

[Original : français]

Observations d'ordre général

1. Le texte de ce projet paraît très complet en lui-même et conçu en des termes suffisamment souples pour en permettre dans ses lignes générales l'application sur le plan pratique. Il n'appelle donc que quelques remarques de principe se rapportant, en l'espèce, aux articles ci-après :

Observations concernant certains articles

Article 6. Paragraphe 2. S'il est certain qu'il apparaît difficile de fonder un critère valable pour la détermination de l'établissement à prendre en considération, en cas de pluralité d'établissements de la part de l'une des parties, la formule retenue et qui se réfère à "l'établissement qui a la relation la plus étroite avec le contrat et son exécution" ne paraît pas donner entière satisfaction. Elle gagnerait donc à être plus précise, tant il est vrai que pour la désignation de cet établissement on ne saurait recourir, en l'état, qu'à des données purement subjectives.

Article 7. Paragraphe 3. C'est à juste raison que cet article a circonscrit le champ d'application de la convention aux seuls droits et obligations que le contrat de vente fait naître entre vendeur et acheteur — et en a notamment écarté les effets quant à la propriété de la chose vendue et de la propriété industrielle ou intellectuelle, lesquelles suscitent très souvent la mise en jeu de questions d'ordre purement interne, variant d'un Etat à l'autre et délicates à résoudre.

Article 11. Paragraphe 4. En revanche on conçoit mal, encore qu'il faille convenir que dans bien des hypothèses les contrats de vente internationale puissent être conclus par des moyens modernes, telle par exemple la voie télégraphique, que l'on puisse retenir, en l'occurrence la preuve testimoniale. C'est là en effet un moyen très incertain et il est vivement souhaité que la phrase en faisant état soit supprimée de l'article. S'il n'existe aucun autre procédé — ce qui sera tout de même très rare —, force sera d'y recourir sans doute,

mais l'on se demande s'il est vraiment nécessaire de le spécifier, ouvrant ainsi la porte à des solutions par trop aléatoires, surtout si l'on considère que, par définition tout contrat de vente internationale suppose un certain nombre de précisions importantes (nature, qualité du produit, modalités de paiement, lieu et date de livraison, etc. . .) difficiles, à priori, à résoudre en faveur de l'une ou de l'autre partie contractante, en cas de litige.

NORVÈGE

[Original : anglais]

Observations générales

1. Le Gouvernement norvégien estime que, dans l'ensemble, le projet de convention marque une amélioration sensible par rapport à la LUVI de 1964. Il est satisfait notamment du système simplifié qui est prévu en ce qui concerne le champ d'application (article premier) de l'exception relative aux ventes d'objets achetés pour un usage personnel [art. 2, a] des règles relatives à la délivrance (art. 15 à 18) et de l'unification des moyens offerts en cas de contravention au contrat (sect. III du chapitre III et sect. III du chapitre IV).

2. Nous sommes convaincus que, par rapport à l'ancienne LUVI de 1964, cette nouvelle version de la convention a beaucoup plus de chances d'être acceptée par un très grand nombre de pays.

3. Les amendements que nous voudrions néanmoins proposer n'ont pas un caractère fondamental.

4. Les dispositions du chapitre premier sont, dans une certaine mesure, tirées de la Convention de 1974 sur la prescription. Par souci d'uniformité, les dispositions correspondantes des deux conventions ne devraient pas différer sans nécessité. Néanmoins, la CNUDCI et la future conférence de plénipotentiaires souhaiteront peut-être adopter un nouveau libellé pour certains points de la convention sur la vente. Afin de maintenir sur ces points l'harmonie voulue entre les deux conventions, il faudrait envisager d'élargir le mandat de la future conférence de plénipotentiaires pour lui permettre d'examiner éventuellement certains amendements à la Convention sur la prescription (peut-être aux articles 2, 4, 6 et 7) qui pourraient découler du texte de la convention sur la vente qu'adoptera cette conférence.

5. On devrait prévoir le droit de formuler des réserves au sujet de la Convention de La Haye de 1955 sur la Loi applicable aux ventes à caractère international d'objets mobiliers corporels; voir l'article 4 de cette convention.

Amendements proposés concernant certains articles

Article 2

6. Supprimer les alinéas e et f. A défaut, l'alinéa e pourrait être libellé comme suit :

“e) De tout navire ou bateau d'occasion qui, au moment de la conclusion du contrat, est immatriculé dans un registre national/officiel/public comme ayant une jauge brute de 10 tonneaux ou plus;”

Commentaire

7. Etant donné le caractère dispositif de la Convention et sa non-application aux questions de validité (droit impératif), il ne semble pas nécessaire de prévoir une exception pour les bateaux ou les aéronefs. Dans les lois nationales, les contrats de vente de bateaux ou d'aéronefs sont soumis au droit général de la vente. La solution la meilleure et la plus simple consiste à ne pas établir d'exception spéciale : le régime international serait ainsi applicable, en principe, aux ventes internationales de navires et d'aéronefs. En ce qui concerne la variante proposée, on se heurte à la difficulté qui consiste à déterminer et à calculer le tonnage (voir la Convention internationale de 1969 sur le jaugeage des navires). On peut surmonter cette difficulté en se référant à la jauge qui figure au registre d'immatriculation.

Articles 4 et 7

8. La Norvège a déjà suggéré que, conformément à l'article 4 de la LUVI, la disposition correspondante du projet de convention se lise comme suit :

“La présente convention est également applicable lorsqu'elle a été choisie comme loi du contrat par les parties, dans la mesure où elle ne porte pas atteinte aux dispositions impératives qui auraient été applicables si les parties n'avaient pas choisi ladite loi.”

9. L'inclusion des mots soulignés a été envisagée par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels à sa deuxième session (voir A/CN.9/52, par. 38 à 41*; voir aussi A/CN.9/100, annexe III, par. 15 à 17**). Le Groupe de travail a conclu que l'effet des règles impératives devait être traité dans la disposition générale de l'article 8 (désormais art. 7).

10. Toutefois, le libellé actuel de l'article 7 ne paraît pas résoudre entièrement les problèmes que soulève l'amendement proposé à l'article 4. Premièrement, les termes utilisés dans la deuxième phrase de l'article 7 n'ont probablement pas une portée assez large pour englober les accords complémentaires ou ultérieurs intéressant la vente qui seraient conclus entre les parties. Aussi, les mots “sa validité ou celle des clauses qu'il renferme” devraient-ils être remplacés par les mots “la validité du contrat ou de toute clause contenue dans le contrat ou dans tout autre accord relatif à la vente”. Deuxièmement, l'article 7 ne résoud pas plus que l'amendement proposé à l'article 4 le problème du choix de la loi, c'est-à-dire la question de savoir si l'article 7 donne la préférence à la loi choisie par les parties, à la loi du for ou à la loi qui aurait été applicable si les parties n'en avaient pas choisi une autre. On peut considérer, toutefois, que ce problème doit être réglé par le droit interne et non par la convention.

* Voir *Annuaire*. . . 1971, deuxième partie, I, A, 2.

** Voir *Annuaire*. . . 1975, deuxième partie, I, 1.

11. En outre, dans la deuxième phrase de l'article 7, le mot “notamment” peut prêter à confusion en ce qui concerne la validité du contrat (droit impératif) et doit être supprimé. Pour ce qui est de la validité des usages, la disposition pourrait être transférée à l'article 8 où elle ferait l'objet d'un nouveau paragraphe (par. 3).

12. L'article 7 pourrait donc être libellé comme suit :

“1) La présente convention régit exclusivement les droits et obligations que le contrat de vente fait naître entre le vendeur et l'acheteur. Sauf exception formelle, elle ne concerne pas :

“a) La formation du contrat;

“b) La validité du contrat ou de toute clause contenue dans le contrat ou dans tout autre accord relatif à la vente;

“c) Les effets que le contrat peut avoir sur la propriété de la chose vendue.

“[2] Sauf dans la mesure où le paragraphe 2 de l'article 25 en dispose autrement, la présente Convention ne régit pas les droits et obligations qui peuvent naître entre le vendeur et l'acheteur du fait de l'existence de droits ou de prétention en matière de propriété industrielle ou intellectuelle ou autres droits ou prétentions analogues.]”

Article 6

13. La disposition de l'alinéa c devrait être transférée à l'article premier dans un nouveau paragraphe 3 qui serait ainsi conçu :

“3. La Convention s'applique sans égard à la nationalité des parties ou au caractère civil ou commercial des parties ou du contrat.”

Commentaire

14. Cf. article 7 de la LUVI. Même si la convention s'applique sans égard au caractère des parties ou du contrat, ce caractère pourra être “pris en considération” par les tribunaux à certains égards, par exemple quand il s'agira de déterminer le délai qui, compte tenu des circonstances, doit être considéré comme raisonnable pour donner notification à l'autre partie.

Article 8

15. Ajouter un nouveau paragraphe 3 ainsi conçu :

“3. La présente Convention ne concerne pas la validité des usages.”

Article 10

16. La disposition du paragraphe 3 doit, en principe, s'appliquer aux notifications de défaut de conformité (art. 23), de résolution (art. 30, par. 2, 45, par. 2, 48 et 49), de suspension (art. 47, par. 3) ou de l'obligation de délivrer des choses nouvelles en remplacement (art. 27, par. 2) et à toute communication

adressée en vertu des articles 16, paragraphe 1, ou 50, paragraphe 4. Il ne paraît pas important toutefois de se référer à l'article 16. La disposition ne devrait pas s'appliquer aux communications adressées en vertu des articles 28, 29 (par. 2 et 3), 44, 46 ou 47 (par. 3, seconde disposition : "réception de la notification"). On ne voit pas très bien si la disposition doit s'appliquer aux communications adressées en vertu de l'article 63 (par. 1 et 2) ou 65 (par. 2 : "informé").

17. Il est proposé de rédiger l'article 10 comme suit :

"1. Les communications prévues par la présente Convention doivent être faites *par des moyens appropriés* eu égard aux circonstances.

"2. Une déclaration de résolution *est effectuée par notification adressée* à l'autre partie.

"3. Si une notification de défaut de conformité, de résolution ou de suspension ou toute communication requise par le paragraphe 2 de l'article 27 ou le paragraphe 4 de l'article 50 est adressée par un moyen approprié dans le délai requis, le fait qu'elle n'est pas arrivée à destination, qu'elle n'est pas arrivée avant l'expiration de ce délai ou que sa teneur n'a pas été transmise exactement, ne prive pas l'expéditeur du droit de s'en prévaloir."

Article 25

18. L'actuel paragraphe 2 de l'article 7 exclut complètement les droits de propriété industrielle ou intellectuelle du champ d'application de la convention. Cette disposition ne paraît pas satisfaisante dans les cas où ces droits sont matérialisés par la chose vendue, lorsqu'un droit réel est invoqué sur un objet concret, par exemple. L'exclusion de ces prétentions du champ d'application de la convention aura pour conséquence que le droit et la responsabilité du vendeur dépendront de la loi appliquée par le tribunal saisi de l'affaire. Etant donné que les lois en la matière ainsi que les règles de conflits de lois diffèrent beaucoup d'un Etat à l'autre, ce système créera de graves incertitudes pour les parties. Il vaudrait peut-être mieux prévoir que le vendeur est responsable vis-à-vis de l'acheteur en ce qui concerne les droits ou prétentions qu'un tiers ferait valoir en se fondant sur la propriété industrielle ou intellectuelle, dans la mesure [seulement] où ces droits ou prétentions (relatifs à la chose) découlent de la loi de l'Etat où le vendeur a son établissement ou sont reconnus par cette loi (ou par toute convention internationale à laquelle cet Etat est partie). Une telle disposition pourrait être placée à l'article 25 dans un *nouveau paragraphe 2* qui se lirait comme suit :

"2. La question de savoir si un droit ou une prétention qu'un tiers fait valoir en se fondant sur la propriété industrielle ou intellectuelle équivaut à une contravention au contrat de la part du vendeur est réglée conformément au contrat et à la loi de l'Etat où le vendeur a son établissement au moment de la conclusion du contrat. Les effets d'une telle contravention sont déterminés par les dispositions de la présente Convention relatives au défaut de conformité."

19. La question se pose de savoir de quels *moyens* l'acheteur disposera en cas de contravention aux obligations qui incombent au vendeur en vertu de l'article 25 (cf. art. 52 et 53 de la LUVI). Il est clair qu'il disposera des moyens prévus par les articles 26 à 33 (et 47 à 49), à l'exception du moyen prévu à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30 et peut-être des moyens prévus au paragraphe 2 de l'article 27 et aux articles 31 et 32. Si les prétentions que peut faire valoir un tiers, dans le cas visé à l'article 25, sont réputées constituer un défaut de conformité, les dispositions du paragraphe 2 de l'article 27 et des articles 31 et 32 s'appliqueraient normalement. Il reste encore à déterminer, sur le plan des principes, si l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30 sur la résolution après l'expiration du *nachfrist* doit s'appliquer également aux cas visés à l'article 25. Nous estimons que cela ne serait pas justifié, d'autant que la prétention du tiers peut être plus ou moins fondée.

20. Il faut également considérer le rapport qui existe entre l'article 25 et les articles précédents de la même section II, en particulier son rapport avec le paragraphe 2 de l'article 23 (cf. les articles 52 et 53 de la LUVI de 1964).

Article 26

21. Ajouter entre les paragraphes 2 et 3 actuels un *nouveau paragraphe 3* ainsi conçu :

"3) Les droits reconnus à l'acheteur par la présente Convention excluent tous autres moyens fondés sur un défaut de conformité de la chose [ou sur le fait que le vendeur a manqué à ses obligations de quelque autre manière] excepté en cas de dol ou fraude."

Commentaire

22. Cf. les articles 34 et 53 de la LUVI de 1964. La disposition est encore plus importante selon le système de la nouvelle convention, qui n'est pas un système de droit uniforme au sens strict. Elle est destinée à éviter, en cas de défaut de conformité, que l'acheteur puisse se prévaloir de moyens de droit interne qui ne sont pas considérés comme utilisables en cas de contravention au contrat — par exemple, de moyens prévus pour les cas d'erreur, de faute, de fausse déclaration, etc. Ce point de vue s'applique également, en principe, aux cas de retard et aux autres cas où le vendeur a manqué à ses obligations (cf. art. 53 de la LUVI de 1964). Nous estimons toutefois que l'acheteur doit pouvoir recourir à tout moyen offert par la loi nationale en cas d'acte dommageable extra-contractuel de caractère dolosif ou frauduleux (cf. les observations ci-dessous concernant l'addition éventuelle d'un nouvel article 59 *bis* relatifs au dol ou à la fraude).

23. Si l'on estime qu'une disposition comme celle qui est proposée ici doit être limitée aux cas de défaut de conformité — qui posent le problème le plus important en pratique —, il serait préférable d'insérer cette disposition dans l'article 19 en tant que nouveau paragraphe 3. Il convient de rappeler, à cet égard, que dans la LUVI de 1964 on trouve une disposition

analogue dans l'article 34, immédiatement après l'article 33 de la LUVI qui correspond à l'article 19 du projet actuel.

Article 27

24. Le délai dans lequel peut être exigée la délivrance de choses nouvelles en remplacement (indiqué au paragraphe 2) devrait être soit étendu, soit rendu applicable à toute demande d'exécution dans les cas où le vendeur a délivré la chose mais où celle-ci n'est pas conforme au contrat. Si le droit d'exiger l'exécution n'est pas limité dans le temps (conformément aux articles 27 et 28), l'acheteur peut en abuser dans le but de se soustraire au délai de résolution de contrat prévu au paragraphe 2, *b*, de l'article 30.

25. Le libellé suivant est proposé pour l'article 27 :

"1. L'acheteur peut exiger du vendeur l'exécution du contrat, à moins qu'il se soit prévalu d'un moyen incompatible avec cette exigence d'exécution.

"2. Lorsque le vendeur a délivré la chose mais que celle-ci n'est pas conforme au contrat, l'acheteur perd son droit d'exiger l'exécution, à moins que cette demande ne soit faite au moment de la dénonciation visée à l'article 23 ou dans un délai raisonnable après cette dénonciation.

"3. En cas de défaut de conformité de la chose au contrat, l'acheteur peut exiger du vendeur la délivrance de choses nouvelles en remplacement que si le défaut de conformité constitue une contravention essentielle au contrat."

Article 28

26. Cet article devrait se lire comme suit :

"1. Sous réserve des dispositions de l'article 27, l'acheteur peut fixer un délai supplémentaire d'une durée raisonnable pour l'exécution du contrat par le vendeur. Avant l'expiration de ce délai, l'acheteur ne peut se prévaloir d'aucun moyen, à moins que le vendeur ne déclare qu'il ne se conformera pas à la demande d'exécution. Après l'expiration du délai, l'acheteur peut se prévaloir de tout moyen dont il dispose encore et qui n'est pas incompatible avec l'exécution par le vendeur de ce qu'a demandé l'acheteur.

"2. Lorsque l'acheteur demande au vendeur d'exécuter le contrat sans fixer de délai supplémentaire conformément au paragraphe 1 du présent article, il est présumé avoir fixé, dans sa demande, un délai de durée raisonnable [aux fins des dispositions dudit paragraphe]."

Commentaire

27. Le principal but de cet article n'est pas d'établir le droit de demander l'exécution du contrat (cf. art. 27), mais de réglementer la faculté qu'a l'acheteur de fixer (ou d'accorder) un délai supplémentaire (*nachfrist*) pour l'exécution. Le texte devrait faire ressortir plus

nettement cet objectif (cf. par. 2 de l'article 44 de l'ancienne LUVI).

28. Pour éviter toute incertitude, il faudrait peut-être indiquer expressément non seulement ce que l'acheteur ne peut pas faire pendant le délai fixé, mais aussi ce qu'il peut faire après l'expiration de ce délai (cf. par. 2 de l'article 42 et par. 2 de l'article 44 de l'ancienne LUVI), que le vendeur ait ou non exécuté alors le contrat. Si le vendeur exécute le contrat avant l'expiration du délai, on peut présumer que la résolution du contrat pour cause de retard serait incompatible avec la demande d'exécution.

29. L'effet suspensif du délai fixé en ce qui concerne le droit de l'acheteur de se prévaloir des moyens dont il dispose devrait aussi s'appliquer lorsque l'acheteur demande au vendeur de réparer une contravention au contrat sans fixer expressément un délai précis (cf. la disposition correspondante du paragraphe 2 de l'article 29). C'est là un cas pratique, et l'acheteur doit alors attendre l'expiration d'un délai raisonnable pour déclarer éventuellement la résolution du contrat ou une réduction du prix (et peut-être aussi pour demander des dommages-intérêts ?). Toutefois, une autre question se pose : ce délai indéterminé de durée raisonnable doit-il avoir l'effet d'un *nachfrist* en ce qui concerne le droit de déclarer la résolution du contrat en vertu de l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30 ? Si ce n'est pas le cas, la disposition relative à l'effet purement suspensif du délai indéterminé pourrait, pour la commodité de la rédaction, figurer séparément dans un nouveau paragraphe 2 de l'article 28.

Article 30

30. Si la proposition tendant à ajouter un nouveau paragraphe 2 à l'article 28 est adoptée, selon l'interprétation indiquée ci-dessus dans le commentaire relatif à cet article, le renvoi figurant à l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 30 ne devrait s'appliquer qu'au paragraphe 1 de l'article 28. L'alinéa *b* du paragraphe 1 devrait se lire alors comme suit :

"*b*) En cas de non délivrance, si le vendeur ne délivre pas la chose à l'expiration du délai supplémentaire fixé par l'acheteur conformément au paragraphe 1 de l'article 28 ou s'il déclare qu'il ne se conformera pas à la demande de délivrance."

31. A l'alinéa *b* du paragraphe 2, il conviendrait aussi de se référer au paragraphe 2 de l'article 29. Cet alinéa pourrait se lire comme suit :

"*b*) En cas de contravention autre que la délivrance tardive, après qu'il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention, ou après l'expiration de tout délai supplémentaire applicable conformément aux articles 28 ou 29."

Article 44

32. Si les propositions relatives à l'article 28 sont adoptées, l'article 44 et l'alinéa *b* du paragraphe 1 de l'article 45 devront être modifiés en conséquence. Il

faudra également prévoir le droit d'interpellation de l'acheteur et ses conséquences (cf. art. 29, par. 2 et 3). L'article 44 se lirait donc comme suit :

"1) Le vendeur peut fixer un délai supplémentaire d'une durée raisonnable pour l'exécution du contrat par l'acheteur. Avant l'expiration de ce délai, le vendeur ne peut se prévaloir d'aucun moyen, à moins que l'acheteur ne déclare qu'il ne se conformera pas à la demande d'exécution. Après l'expiration du délai, le vendeur peut se prévaloir de tout moyen qui n'est pas incompatible avec l'exécution par l'acheteur de ce qu'a demandé le vendeur.

"2) Lorsque le vendeur demande à l'acheteur d'exécuter le contrat sans fixer de délai supplémentaire conformément au paragraphe 1 du présent article, il est présumé avoir fixé, dans sa demande, un délai de durée raisonnable aux fins des dispositions dudit paragraphe.

"3) Lorsque le vendeur n'a pas demandé l'exécution du contrat, l'acheteur peut demander au vendeur de lui faire savoir s'il accepte l'exécution. Si le vendeur ne lui répond pas dans un délai de durée raisonnable, l'acheteur peut exécuter le contrat dans le délai qu'il a indiqué dans sa demande ou, s'il n'a indiqué aucun délai, dans un délai de durée raisonnable. Le vendeur ne peut pas, avant l'expiration de l'un ou l'autre de ces délais, se prévaloir d'une sanction qui est incompatible avec l'exécution du contrat par l'acheteur. Lorsque l'acheteur avise le vendeur qu'il exécutera le contrat avant l'expiration d'un délai déterminé ou d'un délai de durée raisonnable, il est présumé demander au vendeur de lui notifier sa décision conformément au présent paragraphe."

Article 45

33. Nous proposons de rédiger le paragraphe 2 comme suit :

"2. Cependant, lorsque l'acheteur a payé le prix, le vendeur est déchu du droit de déclarer la résolution du contrat s'il ne l'a pas fait :

"a) En cas de paiement tardif, avant d'avoir su que le paiement avait été effectué; ou

"b) En cas de contravention autre que le paiement tardif, dans un délai raisonnable après qu'il a eu connaissance ou aurait dû avoir connaissance de cette contravention, ou après l'expiration de tout délai supplémentaire applicable conformément à l'article 44."

Commentaire

34. Le libellé actuel de l'alinéa a du paragraphe 2 est critiquable dans la mesure où il laisse au vendeur le droit de déclarer la résolution pour exécution tardive, jusqu'à ce qu'il y ait eu exécution, en ce qui concerne aussi bien la prise de livraison que le paiement. Peut-il y avoir, dans l'exécution du contrat par l'acheteur, d'autres retards que ceux qui interviennent dans le paiement ou la prise de livraison ? Dans l'affirmative,

un tel cas d'exécution tardive devrait probablement relever de l'alinéa b, et non de l'alinéa a comme dans le texte actuel.

35. Le système (dans le texte actuel comme dans le texte proposé plus haut) consiste à maintenir ouvert le droit de déclarer la résolution tant que le prix n'a pas été payé dans sa totalité (jusqu'au dernier versement) [voir le membre de phrase initial : "lorsque l'acheteur a payé le prix"]. Il s'applique aussi en cas de retard dans la prise de livraison par l'acheteur. Il s'applique, en outre, à toute inexécution par l'acheteur de ses obligations concernant les mesures à prendre pour assurer ou garantir le paiement (telles que l'acceptation d'une lettre de change, l'ouverture d'un crédit documentaire, etc.) [voir art. 35 et 69 de l'ancienne LUVI]. Une contravention essentielle à ces obligations donne au vendeur le droit de déclarer la résolution du contrat pendant un délai illimité jusqu'à ce que le paiement ait été effectué (en totalité).

36. Après le paiement, toutefois, la situation est et doit être différente. D'après le texte proposé (à la différence du texte actuel), il sera alors invariablement trop tard pour que le vendeur puisse déclarer la résolution en invoquant un retard dans le paiement. En ce qui concerne le retard dans la prise de livraison, on peut envisager deux solutions qui consistent à expliquer, soit la règle proposée à l'alinéa a, soit la règle proposée à l'alinéa b. Dans le premier cas, le vendeur ne pourrait pas, après avoir reçu le paiement, déclarer la résolution en invoquant un retard dans la prise de livraison par l'acheteur. Cette règle s'appliquerait même si l'acheteur ne prend jamais livraison après le paiement et même si le vendeur a fixé un *nachfrist* conformément à l'article 44 aux fins d'obtenir le droit de déclarer la résolution en vertu de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 45. Le vendeur devrait se prévaloir d'autres moyens tels que les dommages-intérêts et les mesures prévues aux articles 62 et 63. Dans le second cas, la règle énoncée à l'alinéa b du paragraphe 2 s'appliquerait et, en particulier, permettrait au vendeur de recourir au *nachfrist* pour déclarer éventuellement la résolution même après avoir reçu le paiement. Les deux solutions sont acceptables, mais la seconde nous paraît préférable et c'est celle que nous proposons dans le texte ci-dessus.

37. Le système semble impliquer que la résolution du contrat en cas de manquement antérieur aux obligations concernant les garanties de paiement ne peut être déclarée après que le paiement a été reçu (après l'exécution selon le texte actuel). Mais l'alinéa b permet de déclarer la résolution dans un délai raisonnable après la découverte de la contravention lorsqu'il s'agit d'autres contraventions — concernant par exemple le lieu, la monnaie et le mode de paiement. La question du paiement du prix dans le cas où le montant est contesté occupe une position intermédiaire et le soin de la régler peut être laissé aux tribunaux. (Autrement, par paiement ou exécution, il faut sans doute entendre paiement intégral ou exécution intégrale.)

Article 46

38. La dernière phrase du paragraphe 2 devrait se lire comme suit :

“Si l’acheteur n’utilise pas cette possibilité *après avoir reçu la demande*, la spécification effectuée par le vendeur est obligatoire.”

Article 48

39. Selon le *paragraphe 1* de cet article, dans les contrats à livraisons successives, l’inexécution par l’une des parties d’une obligation relative à une livraison peut constituer une contravention anticipée et donner à l’autre partie une raison de déclarer la résolution du contrat pour l’avenir (en ce qui concerne les livraisons futures). Selon le *paragraphe 2*, la résolution du contrat pour les livraisons futures peut être étendue aux livraisons déjà reçues si elles sont connexes. Il faudrait aussi prévoir la possibilité d’étendre une déclaration de résolution relative à une livraison déjà faite à des livraisons antérieures (voir par. 2 de l’article 75 de l’ancienne LUVI), notamment lorsque la résolution porte sur la dernière livraison. Le *paragraphe 2* pourrait donc être rédigé comme suit (ou être transféré à l’article 32 en tant que nouveau *paragraphe 3*) :

“2. Si l’acheteur déclare la résolution du contrat pour une livraison quelconque [*dans un contrat à livraisons successives*], et si, en raison de leur connexité avec cette livraison, d’autres livraisons, passées ou futures, ne peuvent être utilisées aux fins envisagées par les parties lors de la conclusion du contrat, l’acheteur peut aussi, en même temps, déclarer la résolution du contrat pour ces livraisons passées ou futures.”

Article 50

40. La disposition du *paragraphe 1* devrait être rédigée en des termes plus objectifs (voir l’article 74 de l’ancienne LUVI), par exemple de la manière suivante :

“Lorsqu’une partie n’a pas exécuté une de ses obligations, elle n’est pas [*tenu de l’exécuter et n’est pas non plus*] responsable des dommages découlant de cette inexécution si elle prouve que celle-ci est due à un empêchement indépendant de sa volonté et de nature telle qu’une partie placée dans une situation identique n’aurait pu raisonnablement le prendre en considération au moment de la conclusion du contrat ni l’éviter ou le surmonter.”

41. Le *paragraphe 3* devrait être développé de manière à tenir compte du cas pratique où un obstacle temporaire peut entraîner une exonération définitive (voir par. 2 de l’article 74 de l’ancienne LUVI). Il se lirait comme suit :

“3. L’exonération prévue par le présent article ne produit d’effet que pendant la durée de l’empêchement. Toutefois, la partie intéressée sera déchargée définitivement de sa responsabilité [*son obligation*] si, l’empêchement une fois disparu, l’exécution se trouve si radicalement transformée qu’elle est devenue tout autre que celle qui avait été envisagée au contrat.”

42. Pour déterminer les conséquences de l’exonération, il faut savoir si l’inexécution envisagée à l’article 50 équivaut à une contravention au contrat. Si cette question n’est pas réglée par la convention, sa solution dépendra des lois nationales, qui diffèrent considérablement sur ce point. Il faudrait donc faire ressortir (en le rappelant expressément) que l’autre partie peut appliquer les dispositions relatives à la résolution ou à la réduction du prix et que, dans ce cas, les dispositions de l’article 50 s’appliquent à l’une et l’autre partie. (Voir art. 74, par. 3 de l’ancienne LUVI). Nous proposons d’ajouter un *nouveau paragraphe 5* ainsi conçu :

“5. Rien dans le présent article n’empêche une partie de déclarer la résolution du contrat ou de réduire le prix conformément aux dispositions de la présente Convention pour cause d’inexécution par l’autre partie de l’une quelconque de ses obligations.”

Articles 56 et 57

43. Les articles 55 à 57 présentent trois modes différents de calcul des dommages-intérêts pour contravention au contrat en cas de résolution. Le texte des articles 56 et 57 semble laisser entendre que le demandeur peut librement opter entre ces différents moyens, et cette idée est suggérée encore plus clairement dans le commentaire relatif à l’article 56 (par. 4) et à l’article 59 (par. 3). Il faut naturellement lire les articles 55 à 57 dans le contexte de l’article 59, qui impose à la partie lésée l’obligation de prendre des mesures raisonnables afin de diminuer la perte subie du fait de la contravention. Toutefois, le Gouvernement norvégien — sans accepter comme correcte l’interprétation de ces articles telle qu’elle figure dans les commentaires susmentionnés — estime que l’accent qui est mis sur le choix laissé au demandeur peut conduire à une interprétation de l’article 59 qui réduirait l’obligation imposée au demandeur de diminuer la perte, et cela bien au-delà de ce qui est le droit en vigueur à l’heure actuelle dans beaucoup de pays. Les articles 55 à 57 et 59 pourraient donc avoir en réalité pour effet, dans des cas particuliers, de permettre au demandeur d’être dédommagé dans une mesure dépassant sa perte telle que celle-ci a été établie après que les mesures appropriées visant à diminuer cette perte ont été prises ou auraient dû être prises. Pour cette raison, et conformément aux vues exprimées ci-après, le Gouvernement norvégien propose que l’on supprime la référence à l’article 55 qui figure au *paragraphe 1* de l’article 56 et au *paragraphe 1* de l’article 57.

44. Si une transaction compensatoire a eu lieu, le *paragraphe 1* de l’article 56 permet à la partie lésée d’obtenir la différence de prix, alors que le *paragraphe 2* de l’article 56 permet l’obtention de dommages-intérêts pour compenser la perte supplémentaire conformément à l’article 55. Cela étant, la référence à l’article 55 figurant au *paragraphe 1* de l’article 56 semble indiquer que, même pour ce qui concerne la différence de prix, il est possible d’obtenir une réparation plus élevée en vertu de

l'article 55. Toutefois, cela reviendrait à obtenir une compensation dépassant la perte calculée en fonction de la différence de prix. Même si le demandeur invoque l'article 55, la différence de prix établie par suite de la transaction compensatoire doit nécessairement constituer un élément principal dans le calcul de sa perte. En conséquence, la référence à l'article 55 figurant au paragraphe 1 de l'article 56, qui peut induire en erreur, doit être supprimée.

45. Le demandeur peut naturellement décider de ne pas invoquer l'article 56 s'il ne veut pas dévoiler l'existence d'une transaction compensatoire ou si, pour des raisons de pratique commerciale, une situation se présente où il est difficile de déterminer si une transaction du demandeur est réellement une transaction compensatoire. En pareil cas, le demandeur peut invoquer l'article 57 pour obtenir la différence de prix comme indiqué au paragraphe 1 de l'article 57. On comprend ainsi pourquoi l'article 57 a été prévu comme solution de rechange à l'article 56. Toutefois, l'article 55 semble fournir là encore une autre solution. Eu égard au paragraphe 3 de l'article 57 qui renvoie à l'article 55 pour ce qui est de la réparation de pertes autres que la différence de prix, la référence à l'article 55 figurant à l'article 57 n'a d'effet en soi que si le montant pouvant être obtenu au titre de la différence de prix est plus élevé si l'on invoque l'article 55 que si l'on invoque le paragraphe 1 de l'article 57. Il convient de se rappeler qu'il ne s'agit pas en l'occurrence d'une situation où le demandeur invoque une transaction compensatoire et en prouve l'existence. Cela étant, le Gouvernement norvégien suggère de supprimer la référence à l'article 55 figurant au paragraphe 1 de l'article 57.

46. Le paragraphe 1 de l'article 57 dispose que la différence de prix au jour où le contrat est résolu peut être obtenue à titre de réparation, mais seulement lorsque la chose peut être vendue ou achetée au prix courant. Ayant décidé de résoudre le contrat, le demandeur peut par conséquent s'épargner toute perte en ce qui concerne la différence de prix autre que celle qui est visée au paragraphe 1 de l'article 57 en procédant à une transaction de compensation appropriée (voir art. 59). S'il ne le fait pas et que par la suite les prix subissent une hausse, c'est lui et non pas la partie qui a commis la contravention qui devra en supporter les conséquences. En d'autres termes, l'article 55 ne devrait pas fournir une solution de rechange permettant à l'intéressé de toucher une différence de prix supérieure à celle qui est prévue à l'article 57, paragraphe 1. Le Gouvernement norvégien est d'avis que même si l'on calcule en pareil cas les dommages-intérêts en vertu de l'article 55, le résultat sera le même si l'on tient dûment compte des dispositions de l'article 59. Compte tenu de ce qui précède, la référence à l'article 55 figurant au paragraphe 1 de l'article 57 — laissant entendre qu'il serait possible d'obtenir une réparation plus élevée — peut induire en erreur et doit être supprimée.

47. En conclusion, le Gouvernement norvégien estime que la question essentielle qui se pose relativement aux articles 55 à 57 et 59 a trait au niveau de la réparation qui peut être obtenue au titre de la différence de prix. Dans les cas visés au paragraphe 1 de

l'article 56 et au paragraphe 1 de l'article 57, les dispositions de l'article 55 ne devraient pas fournir la base d'une solution de rechange permettant d'obtenir une réparation plus élevée pour la perte subie. La compensation de pertes supplémentaires doit naturellement être régie par les dispositions de l'article 55 [voir art. 56, 2) et 57, 3)], lues en conjonction avec l'article 59.

48. Par conséquent, le Gouvernement norvégien propose de supprimer les références à l'article 55 figurant au paragraphe 1 de l'article 56 et au paragraphe 1 de l'article 57.

49. Au paragraphe 1 de l'article 56, une variante consisterait à remplacer les mots "si elle n'invoque pas les dispositions des articles 55 ou 57" par ce qui suit "au titre des dommages-intérêts prévus à l'article 55". (La disposition figurant au paragraphe 2 de l'article 56, désormais superflue, devrait être supprimée.) L'option laissée au demandeur d'invoquer soit l'article 56, soit l'article 57, ressortirait du libellé de l'article 57.

Article 59

50. Ajouter une deuxième phrase nouvelle ainsi conçue :

"Elle devra notamment, s'il y a lieu, aviser dans un délai raisonnable la partie en défaut pour lui permettre de diminuer la perte."

Commentaire

51. La disposition proposée, qui prévoit l'obligation d'aviser la partie en défaut dans un délai raisonnable, paraît justifiée dans les cas où cette partie pourrait autrement ne pas avoir connaissance de la contravention ou de ses conséquences pour l'autre partie. Ainsi avisée, la partie en défaut pourra elle-même prendre des mesures pour diminuer la perte résultant de la contravention et réduire ainsi sa responsabilité pour dommages. Cette disposition peut présenter un intérêt pratique dans les cas où la partie en défaut est mieux à même que l'autre partie d'adopter des mesures propres à diminuer la perte. Une telle disposition est particulièrement nécessaire dans les cas où des dommages-intérêts peuvent être réclamés pour délivrance tardive (y compris la non-délivrance) ou une autre forme d'exécution tardive. Sans qu'il y ait résolution du contrat, parce qu'il n'y a, pour les cas de ce genre, aucune disposition correspondant à celles des articles 23 et 30 relatives à l'information des parties.

Addition éventuelle d'un article 59 bis sur le dol ou la fraude

52. Le Groupe de travail a décidé de supprimer les dispositions de l'article 89 de l'ancienne LUVI, selon lequel les dommages-intérêts sont déterminés, en cas de dol ou de fraude, par les règles de droit interne applicables aux contrats de vente non régis par la Loi uniforme. Cette décision semble avoir été dictée par les considérations suivantes :

a) Le souci d'uniformité;

b) Le fait qu'il n'apparaît pas indispensable de modifier la limitation des dommages-intérêts établie à l'article 55, limitation qui est déterminée par le critère de la prévisibilité;

c) Le souci d'éviter que l'ancien article 89 ne soit interprété à tort comme signifiant que la partie victime du dol ou de la fraude n'aura pas droit dans tous les cas à des dommages-intérêts au moins égaux à ceux qu'elle aurait obtenus par la simple application des articles 55 à 59.

53. La suppression de cette disposition doit être *reconsidérée*, compte tenu du fait que l'ancien article 89 vise le dol ou la fraude commis par l'une ou l'autre des parties, que ce soit la victime ou l'auteur du dol ou de la fraude qui réclame des dommages-intérêts pour une contravention commise par l'autre partie. Il semble que les dispositions des articles 55 à 57 doivent être assortis d'un correctif pour tenir compte des cas où il y a dol ou fraude du demandeur. (Voir aussi les articles 25 et 50.) Il faudrait également tenir compte du fait que la convention ne régit pas et ne peut pas unifier les effets du dol ou de la fraude considéré un acte dommageable extra-contractuel, notamment lorsque la fraude est commise avant ou pendant la conclusion du contrat. Il faudrait préciser si, et de quelle manière, la convention régleme les effets du dol ou de la fraude dans l'exécution du contrat. (Voir l'amendement proposé à l'article 26 et le commentaire y relatif.)

Article 65

54. Il faudrait préciser que la disposition du *paragraphe 2*, qui concerne les marchandises en cours de transport, présuppose que les marchandises, au moment de leur remise au transporteur ou ultérieurement, ont été séparées ou individualisées de quelque autre manière pour transmission (livraison) à une personne spécifiée (ou des consignataires consécutifs), à savoir le vendeur ou un autre pré-décèsseur de l'acheteur (voir le commentaire du professeur Tunc sur l'article 99 de l'ancienne LUVI). La disposition ne devrait pas s'appliquer à des marchandises de genre non individualisées transmises en vrac à différents consignataires dont les parts ne sont pas séparées. Nous proposons de rédiger le *paragraphe 2* comme suit :

“2. Si le contrat de vente porte sur une chose déjà en cours de transport, les risques *sont supportés par l'acheteur* à compter de la remise de la chose au premier transporteur *pour transmission au vendeur ou à un autre consignataire*. Toutefois les risques de perte de la chose vendue en cours de transport ne passent pas à l'acheteur si, au moment de la conclusion du contrat, le vendeur savait ou aurait dû savoir que la chose [ou une de ses parties] avait péri ou avait été détériorée, à moins qu'il n'ait informé l'acheteur de ce fait.”

55. En ce qui concerne l'éventuelle addition d'un *nouveau paragraphe 3*, voir le document A/CN.9/W.G.2/WP.25.

Article 66

56. Nous proposons que cet article se lise comme suit :

“1. Dans les cas non visés par l'article 65, les risques sont transférés à l'acheteur *lorsqu'il retire la chose ou, s'il ne l'a pas fait en temps voulu, dès le moment où la chose a été mise à sa disposition et où il a commis une contravention au contrat en n'en prenant pas livraison*.

“2. Si, toutefois, l'acheteur est tenu de retirer la chose en un lieu autre qu'un lieu du vendeur, les risques sont transférés lorsque le moment de la délivrance est venu et que l'acheteur a connaissance ou a reçu notification du fait que la chose est mise à sa disposition en ce lieu.

“3. Si le contrat se rapporte à la vente de choses non encore individualisées, la chose n'est réputée avoir été mise à la disposition de l'acheteur que lorsqu'elle a été *séparée* ou manifestement individualisée de quelque autre manière aux fins du contrat.”

Observations

57. Le *paragraphe 1* est une combinaison du *paragraphe 1* et de la première phrase du *paragraphe 2* du texte actuel, lequel prête un peu à confusion car s'il semble indiquer que le risque est de toute manière transféré lorsque l'acheteur retire la chose, cela n'est pas absolument le cas puisque parallèlement la mise de la chose à la disposition de l'acheteur par le vendeur est mentionnée à plusieurs reprises.

58. Le *paragraphe 2*, qui est nouveau, règle notamment la situation où la délivrance s'effectue conformément à l'alinéa *b* de l'article 15 du texte actuel, par exemple lorsque la chose est en la possession d'un dépositaire ou d'un entrepositaire [voir LUVI, art. 23, 2) et 97, 1)]. Voir également le rapport du Groupe de travail sur les travaux de sa cinquième session (A/CN.9/87*), paragraphes 236 à 238. Même si le moment de la délivrance est venu, cela ne signifie pas nécessairement qu'il y ait contravention au contrat de la part de l'acheteur si celui-ci omet de retirer la chose immédiatement. Si le lieu prévu pour le retrait (la délivrance) est un lieu de l'acheteur ou d'un tiers, il semblerait raisonnable que le risque soit transféré dès que la chose a été mise à la disposition de l'acheteur en ce lieu-là (et qu'il en a eu connaissance). Si toutefois le lieu de la délivrance est un lieu du vendeur, il serait peut-être plus raisonnable ou rationnel (pour des questions d'assurance, etc.) que le risque ne soit transféré qu'au moment où le retard constitue une contravention au contrat.

59. Le *paragraphe 2* proposé repose sur l'hypothèse que le verbe “retirer” au *paragraphe 1* correspond uniquement à la prise de possession matérielle. Lorsque la chose est entre les mains d'un tiers, on a toutefois suggéré qu'il y avait retrait de la chose de la part de l'acheteur lorsque est intervenu un acte en

* Voir Annuaire. . . 1974, deuxième partie, I, 1.

conséquence duquel le tiers dépositaire en devient responsable devant l'acheteur (et que le risque en pareil cas est transféré avant même que l'acheteur n'ait contrevenu au contrat en omettant de prendre matériellement possession de la chose). On a fait valoir qu'un tel acte pouvait être la transmission d'un document négociable formant titre (par exemple un récépissé négociable de magasin) ou la reconnaissance par le tiers dépositaire qui détient la chose pour le compte de l'acheteur. Pareille interprétation risque de donner lieu à des incertitudes en ce qui concerne l'application de la notion de "retrait" et ne semble pas être corroborée par le texte actuel. Le problème sous-jacent doit toutefois être résolu à l'aide d'une disposition claire.

60. Le *paragraphe 3* correspond à la deuxième phrase du *paragraphe 2* du texte actuel.

PAKISTAN

[Original : anglais]

Observations générales

Contrat type général et contrat type particulier

1. Il serait souhaitable et utile, compte tenu de la convention, que la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international établisse un contrat type général et un contrat type particulier à l'usage du commerce international.

2. Dans le même ordre d'idées, on pourrait, pour plus d'efficacité, conseiller aux Etats Membres de créer dans leurs pays respectifs des organismes d'inspection et d'examen qui, en collaboration avec les chambres de commerce et d'industrie, vérifieraient la qualité, la quantité, l'emballage, la livraison, la conformité par rapport aux échantillons, etc. des marchandises. Ces organismes seraient habilités à procéder à des vérifications et à délivrer des attestations; au cas où il y aurait ensuite plainte ou perte, l'organisme d'inspection et le vendeur seraient tenus responsables.

Observations concernant des articles particuliers

Article 1, paragraphe 2

3. L'établissement des parties devraient être clairement défini pour empêcher les transactions triangulaires qui se produisent lorsqu'il y a réexportation par les acheteurs vers un Etat tiers.

Article 6, b

4. Il faudrait clairement définir l'établissement au lieu de se référer à la résidence habituelle.

Article 10, paragraphe 2

5. En cas de déclaration de résolution, la notification doit être adressée suffisamment à l'avance afin que l'on puisse évaluer les raisons de la résolution du contrat et déterminer si elles sont valables.

Article 11

6. Lorsqu'un contrat de vente n'est pas fait par écrit, la preuve par témoin devrait être apportée par la Chambre de commerce ou l'association de commerce s'occupant du produit en question.

Article 14

7. Les documents d'origine devraient de préférence être transmis par l'intermédiaire des banques commerciales autorisées afin d'assurer la réalisation du montant en question.

Article 15, alinéa e

8. Le lieu de délivrance devrait être clairement défini dans le contrat afin d'éviter tout malentendu.

Article 17

9. Une clause pourrait être ajoutée à cet article selon laquelle, en cas de retard, les causes de celui-ci devraient être explicites.

Article 20, paragraphe 1

10. Il faudrait que la responsabilité pour défaut de conformité soit imputée à l'organisme d'inspection intéressé et au vendeur.

Article 22, paragraphe 2

11. Il est préférable que l'examen soit effectué avant l'expédition de la chose. L'examen au lieu de destination peut causer des dépenses et des complications.

Article 23, paragraphe 1

12. Partout où elle apparaît dans le texte du projet, l'expression "délai raisonnable" devrait être clairement expliquée et définie.

Article 23, paragraphe 2

13. Un délai de deux ans est trop long car la marchandise peut perdre de sa valeur de revente. L'examen devrait avoir lieu au moment du déchargement.

Article 26, paragraphes 2 et 3

14. A condition que cela soit prévu dans le contrat.

Article 31

15. La réduction du prix doit être clairement définie dans le contrat ou faire l'objet par la suite d'un accord mutuel.

Article 36

16. Le contrat devrait clairement indiquer la base sur laquelle sera déterminé le prix.

Article 39, paragraphe 3

16. Il faut définir le délai dans lequel la chose doit être examinée.

Article 57, paragraphe 2

17. Pour le calcul du montant des dommages-intérêts, on prendra de préférence en considération la "valeur facturée".

Article 63, paragraphe 1 et 3

18. Il est raisonnable de déterminer un délai; en outre, l'autre partie devrait être dûment notifiée. Le vendeur devrait également communiquer à l'acheteur le montant des frais de conservation.

PAYS-BAS

[Original : français]

Observations d'ordre général

1. Avant d'examiner les parties du projet de convention en question, il convient de formuler une remarque d'ordre général concernant les commentaires accompagnant le projet.

2. Le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels avait pour mission "de déterminer les modifications de la Convention de La Haye de 1964 portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels qui pourraient rendre cet instrument susceptible d'une adhésion plus large de la part de pays ayant des systèmes juridiques, sociaux et économiques différents et d'élaborer un nouveau texte incorporant ces modifications".

3. Le projet diffère effectivement de la Convention de La Haye sur un certain nombre de points non négligeables; en outre, de nombreux articles ont été supprimés, même lorsque les modifications apportées dans le système de ladite convention ne l'imposaient pas. Les commentaires relatifs au projet n'exposent cependant pas toujours clairement la raison pour laquelle ces modifications et suppressions ont été jugées nécessaires; bien souvent, ces commentaires n'indiquent pas, ou seulement de façon très sommaire, quelles conséquences pratiques sont liées à ces différences, en comparaison du système de la Convention de La Haye. De ce fait, il est difficile de saisir les raisons précises qui ont conduit à certaines modifications de la Convention originale. Cela nuit à la compréhension du projet. Les commentaires doivent donc être complétés aux points indiqués.

*Observations concernant certains articles**Article 1*

4. Le paragraphe 1, premières lignes, et l'alinéa a) du projet, stipule que les nouvelles règles sont applicables du seul fait que les parties au contrat sont établies dans des Etats contractants différents.

5. L'article 1 de la loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (ci-après, LUVI) exige en outre que le contrat présente un des aspects internationaux qui y sont mentionnés. Il semble préférable de maintenir cette exigence complémentaire. Le système du projet de convention implique par exemple qu'il est applicable à un contrat de vente qui est conclu dans le pays d'établissement de l'acheteur ou du vendeur où l'autre partie se trouve temporairement alors que la fourniture des objets mobiliers corporels qui y sont déjà présents doit avoir lieu également dans ce pays.

6. On peut douter qu'un tel contrat présente suffisamment d'aspects internationaux pour être inclus dans le champ d'application du projet de convention.

Article 2

7. Inversement, il n'est pas suffisamment prouvé [page 5 du commentaire relatif à l'article 2, al. a] pour quoi il est souhaitable d'exclure du champ d'application de la loi uniforme le contrat de vente entre une agence de vente par correspondance et un acheteur établi dans un autre pays et ainsi de le soumettre, en principe, à la législation du pays du vendeur.

Article 9

8. De même qu'à l'article 10 de la LUVI on emploie à l'article 9 du projet tant un critère subjectif qu'un critère objectif pour définir le concept de "contravention essentielle". Le critère objectif est cependant formulé différemment dans la LUVI, qui stipule qu'"une personne raisonnable de même qualité placée dans la situation de l'autre partie n'aurait pas conclu le contrat si elle avait prévu cette contravention et ses effets".

9. Par contre, le projet exige que la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir que la contravention "cause un préjudice important à l'autre partie". Il est bien souvent difficile pour l'autre partie de savoir si la partie adverse a subi ou subira un préjudice "important"; le tribunal peut émettre des jugements fort divergents à ce sujet. Le critère employé dans la LUVI offre plus de sécurité aux parties concernées par le contrat et doit donc être préféré.

Chapitre III (art. 26 à 33)

10. Au chapitre III du projet de convention, les conséquences de la contravention au contrat par le vendeur sont réunies en une seule section. Cette présentation constitue une amélioration par rapport au système de la LUVI, qui règle ces conséquences chaque fois à la suite des diverses obligations du vendeur. L'article 26 du projet devrait néanmoins — à l'instar de l'article 34 de la LUVI — clairement préciser que l'acheteur n'a pas d'autres droits que ceux que la Convention lui attribue.

Article 15

11. Il semble bon que l'obligation de livrer des choses qui sont conformes au contrat ne soit plus

considérée comme une partie de l'obligation de livraison. Il est en effet préférable de considérer la livraison uniquement comme le fait de mettre la chose en la possession, du moins, à la disposition de l'acheteur.

Article 30 et 45

12. Le projet (art. 30 et 45) prévoit uniquement la modalité de résolution du contrat au moyen d'une déclaration notifiée à la partie adverse. Ainsi sont supprimés les cas où la LUVI reconnaît la résolution de plein droit.

13. En ce qui concerne les articles 26, 30 et 62 de la LUVI, cela profite à la clarté du texte : il peut aisément surgir une divergence d'opinion quant à la question de savoir à quelle date le délai raisonnable visé dans ces articles est expiré, avec pour conséquence qu'il demeure incertain si et à quelle date le contrat est résolu. Il en est autrement dans les cas prévus aux articles 25 et 61 de la LUVI. Certes, il ne sera pas toujours évident si l'usage veut que la partie adverse conclue un achat de remplacement et si cela est raisonnablement possible; par ailleurs, cette difficulté ne doit pas être surestimée : l'acheteur et le vendeur appartiennent à la même branche commerciale et connaissent en général les usages en vigueur et les possibilités, ou du moins sont censés les connaître.

14. Les articles 25 et 61 de la LUVI — stipulant que s'il est satisfait aux conditions posées, le contrat est résolu de plein droit dès le moment où l'achat de remplacement (la vente compensatoire) doit être réalisé(e) — présentent davantage que les parties ne peuvent pas différer, aux dépens l'une de l'autre, par des spéculations ou des fluctuations de prix, leur décision concernant l'exécution ou la résolution dans les cas où un achat de remplacement (une vente compensatoire) est conforme aux usages et est possible.

Articles 66 et 67

15. Enfin, il convient de faire une remarque sur les règles concernant le transfert des risques. L'article 97 de la LUVI stipule que les risques sont transférés à l'acheteur à compter de la délivrance de la chose; si la chose n'est pas conforme au contrat, les risques ne sont cependant pas transférés dans les deux cas mentionnés au paragraphe 2. Ces deux exceptions ne sont pas reprises à l'article 66 du projet; par contre, en vertu de l'article 67, l'acheteur conserve son droit aux dommages-intérêts. La modification n'a pas été commentée. Cette modification n'est pas exigée par le changement signalé plus haut (le fait que, dans le projet, l'obligation de fournir des marchandises conformes au contrat est considérée indépendamment de l'obligation de livraison). En effet, même dans ce système, les deux exceptions au transfert des risques sont parfaitement concevables.

16. Donc, si les marchandises sont défectueuses et si l'acheteur déclare, en invoquant des motifs valables, ne pas vouloir les conserver, les risques de perte ou de détérioration fortuites doivent continuer à incomber au vendeur.

PHILIPPINES

[Original : anglais]

Observations générales

1. Tous les articles devraient avoir un titre. Par exemple, l'article 1^{er} devrait être intitulé *Applicabilité de la Convention*; l'article 2, *Ventes qui ne sont pas régies par la Convention*; etc.

Observations sur certains articles

Article premier

2. Il est proposé que pour que la Convention soit applicable, les parties doivent non seulement avoir leur établissement dans des pays différents, mais également être de nationalité différente.

3. Par exemple, les contrats de vente conclus entre un Philippin dont l'établissement se trouve à New York et un autre Philippin dont l'établissement est à Tokyo devraient être régis non par la Convention mais par le droit national des intéressés. En conséquence, il est proposé de libeller le paragraphe 1 de l'article 1^{er} comme suit : "1) La présente Convention est applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels passés entre des parties de *nationalité différente* ayant leur établissement dans des Etats différents."

Article 2

4. L'expression "objets mobiliers corporels" devrait être définie de façon à préciser quels sont les choses dont la vente n'est pas régie par la Convention. Exclure les "navires, vaisseaux et aéronefs" du champ d'application de la Convention semble injustifié. Les dispositions générales de la Convention pourraient leur être appliquées sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent exister à leur sujet dans certaines législations.

Article 5

5. Nous proposons d'ajouter les mots "en le stipulant expressément" après le mot "peuvent", de façon à indiquer clairement qu'une partie ne pourra prétendre avoir implicitement exclu l'application de la Convention ou prévu la possibilité de déroger à l'une quelconque de ses dispositions. L'article 5, ainsi modifié, serait libellé comme suit : "Les parties peuvent, en le stipulant expressément, exclure l'application de la présente Convention ou déroger à l'une quelconque de ses dispositions."

Article 6

6. Si, comme nous l'avons proposé, il est disposé à l'article 1^{er} que l'applicabilité de la Convention dépend de la nationalité des parties, l'alinéa c) de l'article 6 devrait être ainsi libellé : "c) Ni la qualité civile ou commerciale des parties ni le caractère civil ou commercial du contrat ne sont pris en considération."

Article 9

7. Nous proposons de supprimer à la fin de cet article les mots "et que la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat". Si l'on ne supprime pas ces mots, la partie qui a commis la contravention prétendra toujours, pour s'exonérer de toute responsabilité, qu'elle n'a pas prévu et qu'elle n'avait aucune raison de prévoir que la contravention causerait "un préjudice important" à l'autre partie. Il suffit en fait que la contravention ait causé un "préjudice important"; il serait extrêmement difficile d'établir en outre que la partie qui a commis la contravention "a prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat". Dans la pratique, le texte actuel de l'article 9 permettrait à la partie qui a commis une contravention de s'exonérer de toute responsabilité puisqu'elle pourrait aisément prétendre ne pas avoir prévu qu'elle allait causer un préjudice important à l'autre partie, alors qu'il serait difficile à celle-ci de prouver le contraire.

Article 11

8. Pour qu'on considère qu'une vente est internationale, il faut que la valeur des objets mobiliers corporels sur lesquels elle porte soit supérieure à 500 pesos philippins, soit approximativement 70 dollars des Etats-Unis. Toute vente d'objets mobiliers corporels conclue pour un prix qui n'est pas inférieur à 500 pesos doit être constatée par un contrat écrit, une note ou un mémoire pour que l'exécution puisse en être exigée. Il conviendrait de disposer également que les ventes internationales d'objets mobiliers corporels doivent toujours être constatées par un contrat écrit ou par une note ou un mémoire quelconque ou par des télégrammes, ou par des pièces du même genre. On introduirait ainsi plus de certitude dans les relations commerciales et on éviterait certains litiges inutiles. Il est donc proposé que l'article 11 soit libellé comme suit :

"Le contrat de vente, pour que l'exécution puisse en être exigée, doit être constaté par un acte écrit, une note ou un memorandum signé ou dont l'existence est reconnue par les parties ou par leurs préposés dûment autorisés, encore qu'aucune forme ne soit prescrite. Il peut-être prouvé par tous moyens généralement admis par la théorie des preuves."

Article 16

9. Au paragraphe 1 de l'article 16, il conviendrait de changer les mots "aux fins du contrat" par les mots "dans le contrat".

Article 43

10. Nous proposons d'ajouter après les mots "le vendeur" à la première ligne de cet article, les mots "après qu'il s'est dûment acquitté des obligations découlant pour lui du contrat", de façon à ce que cet article soit libellé comme suit :

"Le vendeur, après qu'il s'est dûment acquitté des obligations découlant pour lui du contrat, peut exiger

de l'acheteur le paiement du prix, la prise de livraison de la chose ou l'exécution de l'une quelconque des autres obligations de l'acheteur, à moins qu'il ne se soit prévalu d'un moyen incompatible avec ses exigences d'exécution."

POLOGNE

[Original : anglais]

Observations générales

1. Le Gouvernement de la République populaire de Pologne est d'avis que le projet de convention sur la vente internationale des marchandises établi par le Groupe de travail de la CNUDCI constitue un compromis équilibré et mûrement réfléchi entre les intérêts des deux parties à un contrat de vente de marchandises.

Observations sur certains articles

2. Il existe toutefois certains points susceptibles d'amélioration.

Article 50

3. L'un des problèmes les plus importants qui se posent aux parties à un contrat de vente de marchandises est celui d'un changement de circonstances qu'elles n'auraient pas pu prévoir au moment de la conclusion du contrat.

4. De tels changements peuvent causer des difficultés excessives aux parties, ou leur faire courir le risque de dommages considérables si elles exécutent le contrat.

5. Par conséquent, il semble raisonnable d'inclure dans le projet une disposition relative au principe "*rebus sic stantibus*" selon laquelle chaque partie aura le droit de renégocier les conditions d'un contrat.

6. Il faudrait donc ajouter après l'article 50 du projet la disposition suivante :

"... Si à la suite d'événements particuliers qui se sont produits après la conclusion du contrat et qui n'auraient pas pu être prévus par les parties, l'exécution des clauses du contrat entraîne des difficultés excessives ou risque de causer à l'une ou l'autre des parties des dommages considérables, la partie affectée a le droit de demander que le contrat soit modifié en conséquence ou qu'il soit résilié."

Article 13

7. Il paraît souhaitable de faire précéder l'article 13 du projet d'une clause générale stipulant que pour l'interprétation et l'application des clauses d'un contrat, l'intention des parties de même que le but qu'elles se proposaient d'atteindre doivent être pris en considération.

8. Cette suggestion est faite pour la raison suivante : le projet de convention traite du contrat de vente de marchandises. En cas de différend, les clauses du contrat conclu en l'espèce doivent être examinées.

Si l'une quelconque de ces clauses suscite des doutes, le tribunal, lors de l'examen de l'affaire, doit rechercher quelle était l'intention commune des parties au moment de la conclusion du contrat. Le tribunal doit également rechercher ce à quoi tendaient les parties, c'est-à-dire le but du contrat.

Article supplémentaire : choix du droit applicable

9. Le projet de convention n'indique pas quel droit doit être appliqué au contrat lorsque celui-ci ne contient pas de stipulations à cet effet. Ce problème est étroitement lié à la question du conflit de lois. Il semblerait donc approprié de compléter le projet par une disposition selon laquelle, à moins que les parties n'en conviennent autrement, le droit du pays du vendeur doit être considéré comme le droit applicable à un contrat de vente de marchandises. L'introduction d'une telle disposition est justifiée par le fait que ce principe est largement reconnu dans la pratique du commerce international.

Article supplémentaire : sanctions

10. Il semble également souhaitable d'inclure dans le projet une disposition concernant les sanctions. Cela faciliterait considérablement la solution des cas de demande de dommages-intérêts pour contravention au contrat.

11. Le fait de traiter de la question des sanctions dans le projet permettrait également de remédier au manque d'uniformité existant dans ce domaine entre les différents systèmes juridiques.

Article 10

12. Il convient également d'appeler l'attention sur la disposition du paragraphe 3 de l'article 10 selon laquelle, lorsque la notification n'est pas arrivée dans le délai requis ou que sa teneur n'a pas été transmise exactement, c'est le destinataire qui en supporte les conséquences. Cette disposition devrait être modifiée pour que les droits et obligations soient partagés de manière équitable entre les parties à un contrat de vente de marchandises.

SUÈDE (A/CN.9/125/Add.1*)

[Original : anglais]

1. — Observations générales

1. Pour que les transactions commerciales internationales se déroulent dans les meilleures conditions, il est souhaitable que les Etats appliquent autant que possible les mêmes règles de fond en ce qui concerne les ventes internationales. Les travaux accomplis au sein de la CNUDCI en vue d'élaborer une convention dans ce domaine revêtent par conséquent la plus grande importance.

2. De l'avis du Gouvernement suédois, le projet de Convention établi par le Groupe de travail constitue

une bonne base pour les travaux futurs. Le projet représente une amélioration considérable par rapport à la Convention de La Haye de 1964 portant Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (LUVI).

3. L'une des critiques que l'on peut toutefois faire à l'égard du projet est un certain manque de clarté et de précision. Néanmoins, pour des règles qui doivent s'appliquer à un grand nombre d'Etats ayant des systèmes juridiques, sociaux et économiques différents, un certain degré d'abstraction et d'imprécision est inévitable. Le Gouvernement suédois estime qu'il faudrait réviser le texte afin de le rendre aussi clair et rigoureux que possible.

2. — Structure du projet

4. L'une des caractéristiques essentielles du projet est que les recours dont dispose l'acheteur en cas de contravention au contrat par le vendeur sont groupés dans une section, et les recours offerts au vendeur en cas de contravention par l'acheteur dans une autre. Contrairement aux règles des systèmes juridiques nordiques, le fait que l'acheteur n'a pas payé le prix et le fait qu'il n'a pas pris livraison sont considérés comme équivalents. En conséquence, le vendeur peut, dans le deuxième cas, déclarer la résolution du contrat même si l'acheteur a payé le prix. Or, il suffirait en pareil cas que le vendeur ait la possibilité de vendre la chose pour le compte de l'acheteur.

5. Une des autres conséquences de l'approche adoptée est par exemple que non seulement le manquement aux obligations énoncées dans la Convention, mais aussi tous les cas où une partie n'a pas rempli les obligations qui lui incombent aux termes du contrat sont considérés comme des contraventions au contrat. Une règle de ce genre a des incidences de très grande portée, du moins théoriquement.

6. Toutefois, le Gouvernement suédois estime que, pour l'essentiel, la structure de la Convention est acceptable.

3. — Observations concernant certains articles

7. De l'avis du Gouvernement suédois, les solutions données dans les divers articles peuvent en général être acceptées, bien que certaines améliorations de détail soient souhaitables. Il tient donc à présenter les observations suivantes, qui ne doivent pas être considérées comme complètes ou définitives.

Article premier

8. Pour permettre à un aussi grand nombre d'Etats que possible d'adhérer à la Convention, il faudrait admettre la possibilité de formuler des réserves sur certains points. A l'heure actuelle, la Suède, le Danemark et la Norvège ont des lois semblables en ce qui concerne la vente de marchandises. Dans de telles situations, l'application entre plusieurs Etats de dispositions juridiques nationales communes qui diffèrent de la Convention devrait être possible. En conséquence, plusieurs Etats formant un groupe devraient avoir la

* 30 mars 1977.

faculté, en appliquant la Convention, de déclarer qu'ils sont d'accord pour ne pas se considérer comme des Etats différents (voir LUVI, art. II). Il devrait être également possible à un Etat lié par la LUVI de devenir partie à la nouvelle Convention.

Articles 5 et 8

9. En vertu de l'article 5, les dispositions de la Convention ne sont pas impératives et le paragraphe 2 de l'article 8 contient des dispositions sur les usages et les habitudes établies entre les parties. En revanche, le projet ne contient pas de disposition correspondant expressément au paragraphe 3 de l'article 9 de la LUVI, selon lequel, en cas d'emploi de clauses ou de formulaires usités dans le commerce, leur interprétation se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur attacher. En particulier pour ce qui est des clauses de livraison du type fob et caf, il importe d'indiquer clairement qu'elles doivent être généralement interprétées non sur la base de la Convention, mais conformément aux usages et habitudes. Une disposition à cet effet devrait être incluse à l'article 8.

Articles 15 à 17 (64 à 67)

10. Le projet de Convention contient des règles distinctes sur la délivrance et sur le transfert des risques. Ces règles se recoupent partiellement, mais on voit difficilement pourquoi elles sont subordonnées à des conditions différentes. Il devrait être possible d'harmoniser ces règles encore plus.

Article 26

11. Si, le vendeur n'ayant pas délivré la chose à temps, l'acheteur veut réclamer des dommages-intérêts pour cause de retard, il faudrait qu'il soit tenu de le faire dans un délai spécifié.

Article 27 (43)

12. Dans le commentaire relatif à l'article 27, il est déclaré que le droit de l'acheteur d'exiger l'exécution du contrat s'accompagne également d'une obligation du vendeur de "réparer tout défaut". Dans de nombreux cas, il semblerait en effet approprié qu'une telle obligation soit imposée au vendeur, mais cette obligation ne peut pas être sans limite. Il pourrait s'agir par exemple d'un défaut qui n'est pas réparable. Avoir à corriger une exécution défectueuse peut également imposer au vendeur une charge excessive. Il faudrait donc que la Convention précise l'obligation du vendeur, éventuellement dans le cadre du paragraphe 2 de l'article 27.

13. Si le vendeur ne délivre pas la chose, l'acheteur peut notamment, en vertu du paragraphe 1 de l'article 27, en exiger la délivrance. Si le vendeur ne s'exécute pas et si l'acheteur peut satisfaire à ses besoins d'une autre manière sans dépenses supplémentaires, il semble que bien souvent la résolution expresse n'ait pas lieu. Si le prix augmente

par la suite, le projet permet à l'acheteur d'exiger une délivrance ou un autre type d'exécution jusqu'à une date très reculée. Cette disposition n'est pas satisfaisante : pour que l'acheteur puisse conserver son droit d'exiger l'exécution, il faudrait qu'il présente sa demande dans un délai raisonnable après la date prévue pour la délivrance. Si l'acheteur n'a pas payé le prix, le vendeur devrait être pareillement tenu de présenter sa demande d'exécution dans le même délai.

Article 28 (44)

14. Lorsqu'une partie exige l'exécution sans indiquer "un délai supplémentaire d'une durée raisonnable", les articles 28 et 44 ne sont pas applicables. Cela est vrai, semble-t-il, dans les cas où aucun délai n'a été indiqué comme dans les cas où ce délai est plus court que celui qui est prévu dans ces articles (par exemple lorsque le terme "sans délai" est utilisé). Cela ne devrait toutefois pas signifier que la partie qui a exigé l'exécution peut alors immédiatement déclarer la résolution du contrat. Il faudrait au contraire, comme il va de soi, qu'elle soit tenue d'accepter la délivrance effectuée immédiatement ou dans le délai indiqué. Il conviendrait de bien distinguer entre les deux types de demandes d'exécution.

Article 29

15. Le paragraphe 2 de l'article 29 contient une disposition qui donne au vendeur le droit de demander à l'acheteur de lui faire savoir s'il accepte la délivrance. Cette règle est logique dans les cas où le vendeur a indiqué dans sa demande un délai raisonnable dans lequel il a l'intention d'exécuter le contrat; dans d'autres cas, il peut arriver que l'acheteur trouve si évident de ne pas vouloir accepter la chose qu'il ne se donnera pas la peine de répondre. La règle en question devrait donc être limitée aux situations décrites en premier lieu.

Articles 47 et 49

16. Le paragraphe 3 de l'article 47 et l'article 49 contiennent des règles concernant la résolution d'un contrat à la suite d'une contravention anticipée. Alors que selon l'article 49 il doit être "manifeste qu'une partie commettra une contravention essentielle au contrat", le risque envisagé au paragraphe 3 de l'article 47 est nettement moindre. Ce dernier paragraphe va trop loin. L'article 47 devrait se limiter à "différer l'exécution", et les conditions de la résolution — mis à part le cas spécial visé à l'article 48 — devraient être les conditions fixées à l'article 49.

Article 50

17. Le Gouvernement suédois ne trouve pas satisfaisantes les règles relatives à l'exonération telles qu'elles sont actuellement formulées — en particulier celles qui ont trait aux défauts de la chose — et il préférerait qu'elles soient réexaminées tant du point de vue du fond que du point de vue de la forme. En outre, il semblerait souhaitable aussi de traiter de l'exonération

de l'obligation d'exécuter. Sinon, il existera plusieurs types de situations dans lesquelles l'exonération de la responsabilité des dommages risquera de perdre toute validité, car l'autre partie pourra exiger l'exécution. Supposons par exemple qu'il survienne une telle pénurie de certaines marchandises que les difficultés qu'il y a à se les procurer entraînent l'exonération en vertu du paragraphe 1 de l'article 50. Tant que l'exécution n'est pas exclue, l'acheteur peut éviter tout dommage du fait de la délivrance.

18. En principe, l'exonération de l'obligation d'exécuter ne devrait s'appliquer que pendant la durée de l'empêchement (voir art. 50, par. 3). Si une partie souhaite encore obtenir l'exécution lorsque l'empêchement cesse d'exister, il peut lui incomber d'exiger l'exécution en vertu de l'obligation suggérée ci-dessus. Pour les cas où l'empêchement dure longtemps, la Convention devrait indiquer que l'obligation d'exécuter cesse entièrement.

19. D'autre part, il ne semble pas qu'il existe de raison valable pour inclure dans la Convention des règles spéciales concernant les restrictions du droit de l'autre partie de résoudre le contrat (ou d'exiger une réduction du prix). En principe, ce droit devrait exister, que l'autre partie puisse invoquer l'exonération de l'obligation d'exécuter ou non.

TCHÉCOSLOVAQUIE (A/CN.9/125/Add.2*)

[Original : anglais]

Observations d'ordre général

1. Le projet de convention sur la vente internationale des marchandises mis au point par le Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international constitue une base de discussion solide pour les travaux de la dixième session de la Commission. Les modifications par rapport au texte de la Loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels de 1964, proposées par le Groupe de travail, représentent pour la plupart un progrès et apportent plus de clarté dans la réglementation des droits et obligations du vendeur et de l'acheteur. Dans de nombreux cas, les modifications apportées au texte de la Loi uniforme reprennent des dispositions du code de commerce international tchécoslovaque ou s'en rapprochent. L'expérience de la Tchécoslovaquie, où ce code de commerce international est appliqué depuis 1963, confirme le bien-fondé des modifications en question. Il faut en particulier saluer l'effort de simplification et de précision de la notion de réglementation uniforme.

Observations relatives à certains articles

2. Toutefois, certaines dispositions du projet demanderaient à être encore réexaminées pour mieux répondre aux besoins du commerce international. Cette remarque touche plus particulièrement les problèmes suivants :

Article 6

3. Dans l'intérêt d'une harmonisation de la réglementation, il conviendrait de définir la notion d'établissement dans le projet de convention car cette notion peut être interprétée différemment selon les pays.

Article 8

4. Il ressort de l'article 8 du projet, que tout usage l'emporte en principe sur les dispositions de la Convention. Un tel principe risque d'entraîner une grande incertitude juridique, car les partenaires du commerce international ne sauront jamais si les dispositions de la convention ne vont pas être écartées par des usages, appliqués de manière différente selon les Etats. Il faut aussi tenir compte du fait que les pays en développement n'ont pas eu l'occasion de participer à la formation de ces usages. Pour toutes ces raisons, les usages ne devraient l'emporter sur les dispositions de la convention que lorsque les parties contractantes en manifestent la volonté.

Article 9

5. Même si la différence entre contravention essentielle et contravention non essentielle au contrat est mieux formulée dans le projet que dans la Loi uniforme de La Haye de 1964, il semble que cette définition demeure trop vague, car la notion de "contravention essentielle au contrat" est définie par rapport à la notion tout aussi imprécise de "préjudice important". Qui plus est, d'un point de vue économique, on peut contester le fait que la résolution du contrat (qui est la conséquence juridique la plus importante de la contravention essentielle à un contrat) soit rendue dépendante de l'origine du préjudice important. La résolution du contrat devrait permettre à la personne intéressée de prévenir le préjudice (par exemple par la vente ou l'achat d'une chose de remplacement). D'un autre côté, après un certain temps, l'exécution de l'obligation peut cesser d'intéresser la personne lésée, même si elle n'a pas subi de préjudice important, et cette personne devrait, logiquement, avoir le droit de déclarer le contrat résolu.

6. Les critères à prendre en considération pour déterminer s'il y a eu contravention essentielle au contrat devraient être rendus plus objectifs par référence au but recherché dans l'exécution du contrat, pour autant que celui-ci ait été exprimé dans le contrat, ou qu'il ressorte clairement de son libellé, en utilisant par exemple la formule suivante : "Il y a contravention essentielle au contrat lorsque la partie qui contrevient au contrat savait ou avait conscience, lors de la conclusion du contrat pour un motif déterminé, que l'autre partie n'aurait pas conclu le contrat si elle avait eu des raisons de penser qu'il ne serait pas respecté, à condition que le motif en question apparaisse expressément dans le contrat ou découle clairement de son libellé". Il conviendrait également d'introduire dans la modification proposée une disposition selon laquelle dans le doute la contravention au contrat ne serait pas réputée essentielle.

* 28 avril 1977.

Article 11

7. Il faudrait supprimer cette disposition parce que la question de la forme du contrat est un point qui doit être examiné dans le cadre du problème de la formation, et que l'élaboration d'une réglementation uniforme à ce sujet est inscrite au programme de travail futur de la Commission.

Article 23

8. Même si, dans la majorité des systèmes juridiques, la non-dénonciation du défaut de conformité de la chose en temps voulu est associée à une extinction des recours, on pourrait peut-être étudier si la simple notion de non-dédommagement ne suffirait pas. Cela simplifierait l'examen des cas dans lesquels le vendeur (soit pour des raisons commerciales, soit parce que le défaut de la chose a été causé lors du processus de production) a fait droit aux réclamations de l'acheteur alors même que la dénonciation du défaut ne lui a pas été adressée à temps.

Chapitre III (articles 26-33)

9. Il serait utile de revoir l'ensemble des moyens mis à la disposition de l'acheteur en vertu des articles 27 à 33 du projet. Limiter la possibilité d'exiger la délivrance de choses nouvelles en remplacement au seul cas où il y a eu contravention essentielle au contrat (par. 2 de l'article 27) ne nous semble pas correspondre aux nécessités de la pratique car le travail d'unification entrepris doit tendre à la réalisation de l'objectif de l'opération commerciale visé par les parties. Aussi, le premier recours offert à l'acheteur devrait-il être la suppression du défaut, par exemple, par la réparation de la chose ou la délivrance d'une chose de remplacement. Toutefois, l'acheteur ne devrait pas avoir le droit de demander la délivrance d'une chose de remplacement dans le cas où il en résulterait des coûts excessifs pour le vendeur. De même, il peut aussi y avoir des cas où la nature de la chose rend sa réparation impossible (s'il s'agit par exemple de certains biens de consommation). Le vendeur devrait être protégé contre ce recours de l'acheteur si la réparation de la chose est impossible ou lui occasionne des frais excessifs.

Articles 34 et 35

10. Le rapport entre les articles 34 et 35 n'est pas très clair, en particulier en ce qui concerne les résultats de l'établissement d'une lettre de crédit. Il serait souhaitable de modifier le libellé proposé pour indiquer que si le prix est payé par lettre de crédit ou par chèque, le paiement de l'achat ne pourra être considéré comme effectué que lorsque la banque aura payé le vendeur.

Article 50

11. La première phrase de l'article 50 fonde la responsabilité sur la notion de "faute", alors que la deuxième phrase se situe dans la perspective de la

"responsabilité objective", notion qui répond mieux aux besoins de la réglementation du commerce international. La définition de la force majeure devrait être revue et précisée. En particulier, il conviendrait d'écarter le critère d'imprévisibilité, car dans les espèces en cause, cette condition est habituellement remplacée (ou recouverte) par celle d'insurmontabilité. En effet, il peut y avoir des cas où il s'agit indubitablement de force majeure (par exemple, un conflit armé) même si l'obstacle avait pu être prévu (par exemple, compte tenu de certains événements politiques). Si l'on devait malgré tout conserver le critère d'imprévisibilité comme l'un des éléments fondamentaux de la force majeure, il conviendrait de préciser que le moment auquel l'obligation est née est décisif pour son appréciation. Même si cette interprétation est sous-entendue dans le commentaire de l'article, elle ne ressort pas clairement du texte lui-même.

Article 58

12. Il faudrait étudier s'il ne serait pas plus opportun que le vendeur ait droit au taux d'intérêt en vigueur dans le pays du débiteur, et non pas dans celui du créancier, ou à un taux représentant une combinaison des taux d'escompte en vigueur dans les deux pays, calculée de telle manière que la non-exécution de ses obligations financières soit moins désavantageuse pour le débiteur (par exemple dans les cas où le taux d'escompte est plus élevé dans son propre pays).

Article 67

13. Il faudrait reconsidérer la question de savoir s'il est normal que le risque soit également transféré à l'acheteur dans le cas où les marchandises livrées présentent un défaut. L'article 67 ne règle que les cas de contraventions essentielles au contrat, mais, en vertu de l'alinéa b du paragraphe 1 de l'article 30, l'acheteur peut aussi, dans certaines circonstances, déclarer la résolution du contrat même si la contravention au contrat n'est pas essentielle. Là aussi, il apparaît illogique de limiter la possibilité de déclarer la résolution du contrat aux seuls cas de contravention essentielle au contrat, notamment si l'on s'en tient à la définition de la contravention essentielle énoncée à l'article 9.

14. Il serait préférable d'avoir une réglementation prévoyant que le risque ne serait transféré à l'acheteur que dans le cas où celui-ci, ayant le droit de déclarer la résolution du contrat, ne le fait pas dans des délais raisonnables ou omet de demander la délivrance d'une chose de remplacement, ou dans le cas où l'acheteur ne disposerait pas du droit de résolution. Dans les cas susmentionnés, le risque ne serait transféré au moment de la remise des marchandises que si celles-ci ne présentaient pas de défaut. Pour trancher définitivement la question du transfert des risques, il faut voir comment est réglée la question des conséquences juridiques de la délivrance d'une chose défectueuse et des recours ouverts à l'acheteur dans ce cas.

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES

[Original : russe]

1. *Article premier.* Pour plus de clarté, il conviendrait que le paragraphe 2 de l'article premier commence par les mots "Aux fins du paragraphe 1 du présent article".

2. *Article 2.* Pour assurer l'uniformité des dispositions portant sur des questions analogues dans les conventions relatives à la vente internationale des marchandises, il y aurait lieu de libeller l'alinéa *a* de l'article 2 de la même façon que l'alinéa *a* de l'article 4 de la Convention sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels, à savoir : "*a*) d'objets mobiliers corporels achetés pour un usage personnel, familial ou domestique".

Il faudrait également examiner l'opportunité d'inclure dans la Convention certaines dispositions analogues à celles qui figurent à l'article 5 de la Convention sur la prescription mentionnée ci-dessus.

Il est proposé d'ajouter à l'alinéa *f* de l'article 2 les mots "et de gaz" car les conditions des contrats de vente de gaz sont assez spécifiques.

3. *Article 7.* Il faudrait supprimer le paragraphe 2 placé entre crochets.

4. *Article 10.* Le paragraphe 2 de l'article 10 étant formulé de telle façon qu'il peut donner à penser que la déclaration de résolution doit être notifiée à l'autre partie avant de lui être envoyée, il y aurait lieu de modifier la rédaction du paragraphe sur ce point et de prévoir en outre que la notification doit se faire sous forme écrite, en disant, par exemple : "une déclaration de résolution n'a d'effet que si elle est notifiée à l'autre partie par une communication écrite".

5. *Article 11.* Cet article n'est pas acceptable. Il devrait être supprimé. La question de la forme du contrat devra être réglée par une convention relative à la formation des contrats, dont le Groupe de travail a amorcé l'élaboration.

Au cas où il serait décidé de maintenir dans la Convention une disposition concernant la forme des contrats, il faudrait préciser que les contrats doivent être conclus par écrit dès lors que la législation nationale d'une des parties au contrat l'exige.

En ce qui concerne les conséquences de l'inobservation de cette condition de forme, on pourrait prévoir soit la nullité du contrat, soit l'application du droit de l'Etat dont la législation exige la forme écrite.

6. *Article 19.* Il conviendrait de formuler l'alinéa *b* du paragraphe 1 comme suit : "*b*) elle convient à toute fin particulière qui a été portée expressément à la connaissance du vendeur au moment de la conclusion du contrat".

7. *Article 26.* Si le paragraphe 1 de cet article signifie que l'acheteur peut à la fois obtenir des dommages-intérêts et exercer les droits prévus aux articles 27 à 33, et non soit l'un soit l'autre, on ne voit pas bien quel est l'objet du paragraphe 2.

8. *Article 28.* Faut-il interpréter cet article comme signifiant que les sanctions prévues dans le contrat (en cas de délivrance tardive, par exemple) doivent également être considérées comme un moyen dont l'acheteur ne peut se prévaloir avant l'expiration du délai supplémentaire prévu dans cet article ?

9. *Article 32.* Au paragraphe 2, après les mots "si le défaut d'exécution intégrale", il faudrait dire "et/ou conforme au contrat", étant donné que l'une ou l'autre de ces circonstances peut constituer à elle seule une contravention essentielle (soit que le vendeur ne délivre qu'une partie de la chose, soit que la chose délivrée ne soit pas conforme au contrat) et qu'elles ne doivent pas obligatoirement être réunies.

10. *Article 36.* Cet article n'est pas acceptable. Le prix de la chose vendue doit être déterminé ou déterminable.

11. *Article 40.* Il conviendrait de libeller la fin de cet article comme suit : "sans qu'il soit besoin d'aucun rappel ou d'aucune autre formalité de la part du vendeur".

12. *Article 42.* Cet article suscite les mêmes doutes que l'article 26.

13. *Article 44.* Cet article suscite les mêmes doutes que l'article 28.

14. *Article 50.* Il y aurait lieu de préciser le paragraphe 1 en le formulant de la manière suivante : "1) Si une partie n'a pas exécuté une de ses obligations, elle n'est pas responsable de cette inexécution si elle prouve. . ." etc.

Il conviendrait de supprimer le paragraphe 3 de cet article.

15. *Article 56.* Il faudrait remanier le paragraphe 2 de la façon suivante : "Les dispositions du paragraphe 1 du présent article n'excluent pas le droit d'obtenir également d'autres dommages-intérêts, si les conditions de l'article 55 sont remplies".

La modification proposée a pour objet d'éviter de mentionner expressément le gain manqué, d'abord parce qu'il en est déjà question à l'article 55, aux termes duquel la notion même de dommages-intérêts recouvre le gain manqué et ensuite parce qu'il en est fait difficile, en pareil cas, de concevoir la possibilité d'un gain manqué en plus de la différence de prix.

16. *Article 57.* L'observation formulée au sujet du paragraphe 2 de l'article 56 s'applique également au paragraphe 3 de l'article 57.

Questions qui ne sont pas réglées ou pas entièrement réglées par la Convention

17. Il faudrait prévoir dans la Convention (par exemple à l'article 13) l'application du droit matériel du pays du vendeur aux questions qui ne sont pas réglées, ou pas entièrement réglées, par la Convention.

Améliorations à apporter à la structure de la Convention

18. Il conviendrait d'examiner l'opportunité d'apporter quelques améliorations à la structure du pro-

jet de convention, et notamment la possibilité de fusionner les dispositions concernant les moyens disponibles en cas de contravention au contrat par le vendeur (sect. III du chapitre III) et par l'acheteur (sect. III du chapitre IV).

YUGOSLAVIE

[Original : anglais]

Observations d'ordre général

1. La Yougoslavie attache une très grande importance à l'adoption de la Convention sur la vente internationale des marchandises et elle a suivi les travaux du Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) qui a été chargé d'élaborer un premier projet de convention révisée.

Il est indéniable que le Groupe de travail avait une tâche beaucoup plus ardue que celle que l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT) avait assumée précédemment. En effet, outre le système actuel de *common law* et les systèmes de tradition romaniste, il lui fallait prendre en considération les intérêts des pays développés et des pays en développement ainsi que les systèmes fondés sur la planification économique et ceux caractérisés par le libre échange. On comprend aisément dans ces conditions qu'il ne lui ait pas été facile de concilier tous les intérêts. Cela explique aussi pourquoi le texte comporte les quelques imperfections qui seront signalées plus loin.

2. La Yougoslavie se félicite que la CNUDCI ait pris l'initiative de réviser la Loi uniforme de La Haye de 1964. En effet, un grand nombre de pays en développement, pour lesquels un instrument de cette nature est encore plus précieux que pour les pays développés, n'avaient pas eu l'occasion de participer à l'élaboration du texte de 1964.

3. De l'avis de la Yougoslavie, le texte actuel doit être considéré comme procédant de la volonté d'instaurer un nouvel ordre économique conformément aux décisions des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies. L'impression générale est que les travaux menés par la CNUDCI en vue de l'adoption d'instruments qui réglementeraient les relations entre les acheteurs et les vendeurs dans le cadre de contrats de vente internationale de marchandises répondent aux aspirations des pays en développement, qui considèrent que jusqu'ici leurs besoins en ce domaine n'ont pas, ou du moins pas suffisamment, été pris en considération. Point n'est besoin de rappeler que les contrats de vente internationale de marchandises se fondent sur des contrats-types et des conditions générales qui contiennent toute une série de dispositions favorables aux parties contractantes les plus puissantes économiquement. L'adoption de la Convention sur la vente internationale des marchandises permettrait sans doute de remédier en partie à cette situation. A cet égard, il serait peut-être souhaitable que certaines des dispositions de la Convention aient un caractère obligatoire.

4. D'autre part, en raison des travaux entrepris par la CNUDCI pour réviser la Loi uniforme de La Haye, de nombreux pays, dont la Yougoslavie, ont différé toute mesure tendant à la ratification de la Convention de 1964 jusqu'à la parution du nouveau texte. Ainsi, l'adoption du texte définitif de la Convention sur la vente internationale des marchandises permettra de sortir de l'expectative et de mettre fin au climat actuel d'incertitude. L'adoption de ce texte est d'autant plus nécessaire que la notion de commerce international se trouve actuellement défini dans trois textes (Loi uniforme de La Haye, Convention sur la prescription en matière de vente internationale de marchandises et projet de convention sur la vente internationale des marchandises), ce qui a également donné lieu à bien des ambiguïtés et des incertitudes. Il est donc indispensable de ne ménager aucun effort pour que cette dernière étape de l'élaboration de la Convention soit aussi brève que possible.

5. S'il est aussi urgent d'adopter une convention sur la vente internationale des marchandises, c'est aussi parce que ce texte pourra servir de base à l'élaboration, notamment par les pays en développement, d'autres réglementations qui font si gravement défaut en matière de commerce international.

6. Le fait que le texte de la Convention ait été élaboré sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies contribuera sans nul doute à accroître son prestige. On peut donc espérer que cette convention, notamment si d'autres améliorations sont encore apportées au texte actuel, recevra un meilleur accueil que les textes précédents, c'est-à-dire qu'elle sera ratifiée par un plus grand nombre de pays.

7. Pour atteindre cet objectif, il faut maintenant s'atteler à la tâche avec le plus grand sérieux et la meilleure volonté possibles, sans chercher à imposer des solutions qui ne peuvent convenir qu'à certains pays. Il faut se rendre compte que la Convention est un texte international qui doit concilier les intérêts du plus grand nombre possible de pays. La Yougoslavie considère qu'il importe de prendre en considération les critères suivants :

a) La Convention doit être conçue dans l'esprit du nouvel ordre économique international et répondre aux aspirations engendrées par cet ordre nouveau;

b) La Convention doit protéger équitablement les intérêts de l'acheteur et du vendeur.

8. Compte tenu des deux critères qui viennent d'être mentionnés, il semble que certaines des imperfections de la Loi uniforme de La Haye sur la vente internationale des objets mobiliers corporels n'apparaissent plus dans le projet de convention. Il convient notamment de souligner les améliorations suivantes :

a) Suppression du principe de la résolution de plein droit. La résolution de plein droit ne peut en effet être envisagée que dans les systèmes économiques très développés et elle pourrait avoir de graves conséquences pour les pays en développement;

b) Remplacement de l'expression "dans un bref délai" par l'expression "dans un délai raisonnable" en maints endroits du texte du projet.

9. D'autre part, on peut formuler les observations suivantes à propos du projet de convention sur la vente internationale des marchandises, eu égard aux critères mentionnés ci-dessus et indépendamment de ces critères.

Observations relatives à certains articles

Usages (art. 8)

10. Le paragraphe 2 de l'article 8 du projet de convention prévoit : "A moins qu'il n'en soit convenu autrement, les parties sont réputées s'être tacitement référées à tout usage dont elles avaient connaissance ou qu'elles avaient des raisons de connaître et qui, dans le commerce international, est largement reconnu et régulièrement observé par les parties à des contrats de même type dans la branche commerciale considérée".

En ce qui concerne les usages, la Loi uniforme de La Haye prévoyait, à la deuxième phrase de l'article 9, qu'en cas de contradiction les usages l'emporteraient sur la Loi uniforme. Il faut se féliciter que cette disposition ait été éliminée. Toutefois, on peut se demander si le projet tel qu'il est actuellement libellé, n'accorde pas trop d'importance aux usages, ce qui pourrait donner à certaines parties la possibilité, en s'appuyant sur la Convention, d'invoquer des usages qui, comme chacun sait, ont été établis par des groupes économiquement développés, occupant des positions de force sur le marché mondial.

11. Il est donc indispensable de revoir avec soin la signification et la portée des dispositions du paragraphe 2 de l'article 8 du projet. Tel qu'il est libellé actuellement, ce paragraphe signifie que les usages seront très fréquemment rendus applicables, au détriment des dispositions de la Convention.

12. Le paragraphe 3 de l'article 9 de la Loi uniforme de La Haye relatif à l'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce a été supprimé. Etant donné qu'il semble avoir joué un rôle utile, il est proposé de reconsidérer son inclusion dans la Convention.

Contravention essentielle au contrat (art. 9)

13. L'article 9 du projet de convention régit la question de la contravention essentielle au contrat déterminée selon un critère objectif (la contravention cause un préjudice important à l'autre partie) et selon un critère subjectif ("la partie qui a commis la contravention avait prévu ou avait des raisons de prévoir un tel résultat").

La question se pose de savoir ce que l'on entend par "contravention essentielle" et comment on pourra déterminer si une contravention est essentielle ou non. D'autre part, il semble que par souci de simplicité et de clarté, on ait adopté une définition qui a une portée un peu moins large que celle de l'ancien article 10 de la Loi uniforme de La Haye (article qui avait été également

critiqué par l'expert yougoslave qui le trouvait trop compliqué, difficile à comprendre et difficile à appliquer en pratique). Plus précisément, lorsqu'on compare ces deux textes, on a l'impression que la définition contenue dans l'article 10 de la Loi uniforme de La Haye s'applique à un plus grand nombre de situations.

Sanctions en cas de contravention au contrat (art. 26 à 33 et 42 à 46)

14. Les dispositions relatives aux sanctions en cas de contravention au contrat sont concises et simplifiées, ce qui n'est pas, semble-t-il, sans inconvénient du point de vue de la systématisation et de la clarté. Alors que dans la Loi uniforme de La Haye, on avait prévu des sanctions particulières en cas d'inexécution des obligations concernant la date et le lieu de la délivrance (art. 24 à 29) ainsi qu'en cas de défaut de conformité (art. 41 à 49), dans le projet de convention, toutes ces sanctions ont été condensées et regroupées. Si cela a permis, il est vrai, de réduire le nombre d'articles, il a fallu en revanche faire des renvois fréquents à d'autres articles de la Convention, ce qui risque de gêner les hommes d'affaires, pour qui cette méthode est malcommode.

Conformité au contrat (art. 27 et 28)

15. En cas de défaut de conformité de la chose au contrat, l'acheteur peut, en vertu des dispositions du projet de convention, exiger du vendeur l'exécution du contrat (art. 27 et 28). Le projet de convention ne précise pas en quoi consiste exactement l'exécution du contrat et, bien que dans certains articles (art. 21 à 29), il soit fait mention des droits dont peut se prévaloir l'acheteur, cette question était mieux réglementée dans la Loi uniforme. Vu l'importance que revêtent les sanctions (notamment lorsqu'il s'agit de la livraison de machines, de matériel, etc.), il serait souhaitable, compte tenu de l'expérience acquise récemment, d'insérer les dispositions de l'article 42 de la Loi uniforme de La Haye en un endroit approprié du projet de convention.

Forme du contrat (art. 11)

16. En matière de vente internationale de marchandises, les transactions devraient, en principe, ne pas être soumises à des règles rigides. Par conséquent, l'article 11 du projet de convention, tel qu'il est actuellement libellé, est satisfaisant. La deuxième phrase de cet article, prévoyant que le contrat de vente peut être prouvé par témoins, pourrait aussi bien être supprimée car le témoignage de personnes peut-être sujet à caution, les documents écrits constituant seuls des preuves valables de la vente de marchandises.

ZAÏRE

[Original : français]

Observations générales

1. Un projet de convention sur la vente internationale des marchandises a été élaboré à Genève du 5

au 16 janvier 1976 par le Groupe de travail de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international.

2. Ce projet dispose de 67 articles qui visent :

- A décourager la recherche du for dont le droit est le plus favorable;
- A réduire la nécessité de recourir aux règles du droit international privé;
- A offrir un droit moderne de la vente qui convienne aux transactions de caractère international.

3. D'une manière générale, après analyse des dispositions du projet, il ressort que le contenu de ce dernier garde un caractère supplétif et non obligatoire et le Conseil exécutif de la République du Zaïre se rallie aux dispositions de l'article 5 qui laisse aux Etats la compétence de pouvoir ne pas appliquer telle ou telle autre disposition, en raison de la diversité des systèmes juridiques des Etats.

4. Cependant, le projet de convention reste muet en ce qui concerne la pluralité des régimes douaniers qui, du reste, sont complexes.

5. A cet effet, le Groupe de travail aurait dû prévoir une disposition réglementant les régimes douaniers des différents Etats et particulièrement ceux des villes frontalières.

6. En effet, en se référant à la réglementation du commerce extérieur de la République populaire du Congo (cfr. publication de l'Office belge du commerce extérieur n° 221-1965), il est prévu une taxe municipale qui fixe un taux de 20 p. 100 sur les marchandises importées par le port de Brazzaville, ce qui sous-entend l'exportation par la ville de Kinshasa en République du Zaïre.

7. Ce régime ne concerne que les deux villes et ne peut se présenter ailleurs.

8. C'est pourquoi le Conseil exécutif souhaite que la Commission prenne en considération ce problème d'ordre international.

9. Par ailleurs, le Conseil exécutif estime que, lors de l'adoption de ce projet de convention, il faudrait que la Commission puisse rendre plus explicites certains articles du projet tels que détaillés dans les commentaires à eux réservés dans l'annexe II dudit projet.

Observations sur certains articles

10. A ce sujet, il aurait fallu déterminer dans l'article 10 du paragraphe 1 les "moyens appropriés aux circonstances".

11. Il existe plusieurs moyens de communication tout comme il existe plusieurs circonstances et ainsi, il y a lieu de se demander s'il faut recourir à n'importe quel moyen de communication.

12. De même le projet de convention devait déterminer dans l'article 11 les témoins qui peuvent prouver le contrat car il y a lieu de se demander si les témoins peuvent ne pas être des Etats tiers au contrat.

II. — Observations des organisations internationales

CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE

[Original : anglais]*

Observations générales

1. La CCI s'est félicitée de l'élaboration de la Convention de La Haye relative à la Loi uniforme sur la vente internationale (LUVI, 1964) et elle a encouragé sa ratification de diverses façons. Même si un certain nombre de pays ont ratifié cet instrument depuis 1964, un groupe encore plus important d'Etats ont éprouvé des difficultés à adhérer à la Convention sous sa forme actuelle. De même, la CCI approuve et juge comme une contribution très importante à l'uniformisation du droit sur les ventes, la tâche entreprise par la CNUDCI et son Groupe de travail en vue de réviser le texte de la LUVI (1964), ou plus exactement, d'élaborer le nouveau texte d'une Convention sur ce sujet à partir de la LUVI (1964), afin de proposer une loi uniforme plus facilement acceptable par un plus grand nombre d'Etats. La CCI estime que dans l'ensemble le texte actuel constitue un progrès important en ce domaine et que ses auteurs ont réussi à éliminer un certain nombre des difficultés qui ont incité de nombreux Etats à ne pas ratifier la Convention de La Haye (LUVI 1964). Aussi la CCI espère-t-elle que le texte révisé suscitera les ratifications d'un plus grand nombre d'Etats que celui de la LUVI de 1964, et que celles-ci interviendront sans trop de retard.

2. En même temps, la CCI désire cependant souligner l'importance du fait qu'un certain nombre d'Etats ont déjà ratifié la LUVI de 1964, et que les efforts actuels d'unification doivent par conséquent en tenir compte, en ce que le nouveau texte ne devrait pas sans raison majeure différer de la LUVI de 1964. Il importe également que dans l'élaboration des dispositions transitoires l'on considère la situation des Etats qui ont déjà ratifié la LUVI de 1964 et les difficultés que ces derniers peuvent éprouver à substituer la nouvelle Convention à la précédente.

3. Le nouveau texte est présenté sous la forme d'une convention et non, comme la LUVI de 1964, sous celle d'une loi uniforme. La CCI regrette ce changement, car le but ultime de l'uniformité est atteint de façon plus certaine par une loi uniforme qui s'adresse aux vendeurs et aux acheteurs, à la différence d'une convention qui s'adresse aux Etats contractants.

Observations sur les articles particuliers

Article premier

4. La Convention ne formule aucune "définition" de la "vente internationale". A la place, elle définit son champ d'application. Celui-ci est élargi quelque peu au regard de la LUVI de 1964, par une simplification selon laquelle la Convention s'applique quand les parties ont leur établissement dans différents Etats contractants.

* Traduction fournie par la CCI.

Toutefois, cet élargissement ne semble pas critiquable, ni l'exclusion des ventes de consommation, car cette exception peut faire accepter la Convention par un plus grand nombre d'Etats.

5. Par ailleurs, la Convention s'applique quand les règles du droit international privé mènent à l'application du droit d'un Etat contractant. Cette disposition, combinée avec la précédente, à savoir que la Convention ne s'applique que lorsque les parties à un contrat de vente sont de différents Etats contractants, constitue un compromis utile, à la place de la disposition de l'article 2 de la LUVI de 1964, qui excluait les règles du droit international privé pour l'application de la loi uniforme, aboutissant à un système compliqué de réserves, et rendait, dans certains milieux, la loi uniforme inacceptable.

Article 6

6. La CCI avait fait observer que les dispositions sur l'établissement qui figurent dans la Convention sur la prescription en matière de vente internationale d'objets mobiliers corporels pourraient être améliorées. La CCI réitère cette remarque en ce qui concerne les dispositions similaires de l'article 6. Le texte n'apporte aucune indication sur ce que l'on doit considérer comme "établissement". Il est très important que tout ce qui remplit les conditions de l'"établissement permanent", au sens de nombreux accords sur la double imposition — par exemple, la présence d'un agent autorisé à conclure une vente — ne soit pas compris comme établissement, au sens de la Convention. Pour être considéré comme établissement aux fins d'une vente internationale et de l'application de la présente Convention, il faut que soit maintenue l'activité d'une organisation permanente impliquant l'existence de locaux et de personnel, pour la fabrication et la vente des produits, ou la fourniture de services. L'on ne doit pas confondre un tel établissement, appelé généralement succursale, avec les filiales qui sont des personnes morales distinctes.

7. De plus, le critère de la "relation la plus étroite" pourrait mener à des incertitudes regrettables et à une confusion avec la doctrine du droit international privé concernant cette relation la plus étroite et doit par conséquent être évité. C'est seulement si le contrat était conclu au nom d'un tel établissement (succursale) que ce même établissement compterait pour l'application de la Convention.

Article 7

[Voir le paragraphe 26 des présentes observations.]

Article 8

8. La CCI estime qu'il est très important que la Convention indique expressément le rôle que les usages jouent pour déterminer les relations juridiques entre l'acheteur et le vendeur. Les usages ont une égale importance pour faire justice à l'acheteur ou au vendeur, qu'il s'agisse d'une partie ayant son établissement dans un pays industrialisé ou dans un pays en

développement. L'essence de toute règle accordant de l'importance aux usages devrait être que le nouveau-venu dans le commerce en cause ne peut invoquer son ignorance des usages pour sa défense. Parfois, à cet effet, des usages locaux doivent aussi être pris en considération, par exemple, ceux d'un certain port d'où la chose doit être expédiée. Il est par conséquent regrettable que les dispositions des paragraphes 1 et 2, qui indiquent l'importance des usages véritablement internationaux ne traitent pas aussi des usages locaux. Cependant, comme les paragraphes 1 et 2 représentent un compromis qu'il a été difficile d'obtenir, la CCI estime que le texte actuel est acceptable. A ce sujet, la CCI note, qu'à son sens, même avec le présent texte, les usages qu'il est convenu d'appeler locaux doivent aussi, dans certains cas, être pris en considération, par exemple, lorsqu'ils sont internationalement connus.

9. Toutefois, la CCI regrette que le paragraphe traitant de l'interprétation des termes commerciaux ait été supprimé dans le texte actuel. Les problèmes liés à l'interprétation des termes commerciaux ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui ont trait à l'importance des usages. En tout cas, il doit être précisé que l'interprétation d'un terme commercial comme *fob* ou *caf* ne doit pas être faite au moyen des dispositions de la Convention ni d'une définition d'un droit national indiquée par les règles du droit international privé, mais en se référant essentiellement aux normes internationales d'interprétation. Aussi, la CCI est-elle en faveur de la réintroduction de la disposition de l'article 9, paragraphe 3 de la LUVI de 1964.

10. La CCI a remarqué que certains représentants du Groupe de travail, qui ont trouvé difficile l'adoption de ce texte, ont, en échange, proposé le suivant (A/CN.9/52, par. 82)*.

"En cas d'emploi de termes, clauses ou formulaires usités dans le commerce, leur interprétation, aux fins des dispositions des paragraphes 1 et 2, se fait selon le sens que les milieux commerciaux intéressés ont l'habitude de leur donner."

11. La CCI préfère ce texte à l'absence de toute disposition. Il permettrait au moins d'éviter que les termes commerciaux ne soient interprétés au moyen de la Convention (par exemple, ses règles sur le transfert des risques) et que des normes locales ou nationales d'interprétation ne priment celles d'ordre international.

Article 9

12. Même si l'on peut regretter la nature vague de la définition présente de la "contravention essentielle", cette définition représente une amélioration considérable par rapport à celle de la LUVI qui, fondée sur une situation hypothétique, est trop artificielle et difficile à appliquer.

Article 11

13. La CCI n'a pas cessé de souligner l'importance des dispositions de l'article 15 de la LUVI de 1964 ainsi

* *Annuaire*. . . 1971, deuxième partie, I, A, 2.

que la nécessité de faire figurer celles-ci dans la Convention. Soumettre le commerce mondial à l'exigence de la forme écrite pourrait vraiment créer des difficultés pour ce dernier, et provoquer des injustices pour les parties impliquées, notamment si ces conditions s'appliquent aux modifications ultérieures d'un accord. De même, en ce qui concerne la conclusion de l'accord initial, une part considérable du commerce mondial se fonde sur d'autres arrangements que les contrats écrits.

14. La suppression complète d'une telle disposition mènerait à l'utilisation de règles de conflits de lois, ce qui réintroduirait certaines incertitudes qu'une loi uniforme ou une convention devrait éliminer.

Article 13

15. Le nouvel énoncé de l'article 17 de la LUVI de 1964 qui figure à présent à l'article 13 de la Convention constitue une amélioration et doit donc être bien accueilli.

Article 14

16. La suppression de l'exigence de "conformité" en tant que condition préalable à la "délivrance" a été très largement approuvée par les milieux consultés et la CCI ne peut que s'en féliciter. La suppression de la distinction entre la non-délivrance (délivrance tardive) et la délivrance en un lieu impropre constitue aussi une amélioration.

Articles 15 et 17

17. Le texte ne cherche plus à établir une définition générale de la "délivrance" — ce qui serait très difficile — mais donne la définition de quelques cas parmi les plus importants, démarche générale à laquelle la CCI ne fera pas objection.

18. En règle générale, la délivrance et le transfert des risques s'effectuent en même temps. Etablir des séries de règles distinctes pour la délivrance et pour le transfert des risques n'est pas souhaitable, et conduirait à embrouiller la situation si les deux séries de règles ne se suivaient pas de près. Dans l'article 15, cependant, la règle qui figure aux alinéas *b* et *c* stipule que la délivrance s'effectue lorsque les marchandises sont *mises à la disposition de l'acheteur*. La "délivrance", ici, semble signifier que le vendeur a exécuté ses obligations. Cependant, selon la règle proposée à l'article 66, paragraphe 1, le transfert des "risques" n'intervient qu'au moment où l'acheteur *prend possession* de la marchandise. Cela semble impliquer que le vendeur doit délivrer des marchandises de remplacement aux lieu et place de celles qui ont été perdues et que sa responsabilité quant au préjudice causé à l'acheteur peut être engagée. Certes, une exception est prévue à l'article 66, paragraphe 2 pour le cas où le fait pour l'acheteur de ne pas prendre possession des marchandises constitue une contravention au contrat.

19. Par conséquent, le problème semble être important dans le cas où un "délai pour la délivrance" a été convenu, par exemple "délivrance juin 1975". Selon l'article 17, le vendeur *dans le doute* a la faculté de fixer

la date exacte de délivrance. Si le fait pour l'acheteur de ne pas prendre possession de la marchandise à une date ainsi fixée par le vendeur constitue une contravention, la question sera résolue à l'aide de la disposition figurant à l'article 66, paragraphe 2, qui a été mentionnée au paragraphe précédent.

20. Parfois, cependant, l'expression "délai de délivrance" doit être comprise comme signifiant que l'acheteur ne commet une violation de ses obligations contractuelles que si le délai de livraison a expiré sans qu'il ait pris possession de la marchandise. Cette situation serait semblable à celle où les marchandises sont vendues "à l'usine". D'après la définition des INCOTERMS, qui reflètent la pratique commerciale, les risques sont transférés à l'acheteur lorsque les marchandises ont été placées à sa disposition. L'on estime donc que la même règle devrait prévaloir à l'article 66, paragraphe 1 de la convention et que cette disposition devrait être reconsidérée en conséquence.

21. La CCI croit comprendre, d'après les discussions menées au sein du Groupe de travail que, lorsqu'un terme de livraison particulier comme "à l'usine", "fob", ou "caf" a été convenu, l'interprétation dudit terme se fait à l'aide des usages mentionnés à l'article 8 et non par référence aux règles qui figurent dans les articles 15, 65 et 66. Afin d'éviter tout malentendu à cet égard, il devrait en être fait expressément mention dans le texte et lesdits articles devraient être amendés en conséquence.

22. L'article 17, *b* et *c* qui confère au vendeur le choix de déterminer la date de délivrance devrait être amendé afin qu'il soit stipulé que le vendeur doit informer l'acheteur de son choix.

23. A la Conférence de La Haye de 1964, la CCI a déjà exprimé l'opinion que le vendeur, s'il veut réclamer des dommages-intérêts pour livraison en retard, doit le notifier rapidement au vendeur (ou du moins dans des délais raisonnables) après la livraison effective. Ce point de vue est encore celui de la majorité des milieux consultés par la CCI et, par conséquent, celle-ci n'a aucune raison de modifier sa position à ce sujet.

Article 19

24. L'article 19 stipule, en particulier au paragraphe 1, *b*, que la chose doit convenir à toute fin particulière qui "a été portée expressément ou tacitement à la connaissance" du vendeur lors de la conclusion du contrat. Si l'on doit comprendre cette expression comme signifiant que la responsabilité du vendeur n'est engagée que si ces fins particulières *lui ont été précisées*, la CCI n'élève aucune objection; dans le cas contraire, il serait bon de clarifier le texte dans ce sens.

25. La CCI a examiné avec un intérêt spécial les problèmes de la responsabilité du vendeur qui doit veiller à ce que la chose soit conforme à la réglementation administrative et qu'elle n'enfreigne pas les droits de la propriété industrielle, problèmes qui revêtent des aspects particuliers dans le commerce international. En règle générale, le vendeur ne peut assumer une telle

responsabilité vis-à-vis de la réglementation administrative ou des droits de la propriété industrielle du pays de l'acheteur. Cette vue semble, à la satisfaction de la CCI, être reflétée dans le texte de l'article 19, puisque l'on peut estimer qu'une telle non-observation ou contravention n'empêcherait pas la chose de convenir à des fins auxquelles elle peut être *ordinairement* utilisée et la question de savoir si elle peut convenir à la fin *particulière* d'être utilisée dans le pays de l'acheteur peut trouver une réponse dans l'application de l'alinéa *b* de ce paragraphe, qui dégage la responsabilité du vendeur quand l'acheteur ne pouvait raisonnablement s'en remettre à la compétence ou au jugement du vendeur.

26. Cependant, lors de sa septième réunion, le Groupe de travail a apporté à l'article 7 un amendement stipulant que la convention ne régit pas les droits et obligations entre le vendeur et l'acheteur du fait de l'existence de droits ou prétentions en matière de propriété industrielle ou intellectuelle ou autres droits ou prétentions analogues, excluant de ce fait l'application de l'article 19 à de telles "non-conformités". Par conséquent, le droit national s'appliquera, lequel diffère considérablement selon les pays et peut n'être pas très bien adapté aux aspects particuliers de ces questions, dans le cadre du commerce international. C'est pourquoi la CCI préfère la version précédente, c'est-à-dire la suppression de l'article 7, paragraphe 2, ou, alternativement, sa suppression parallèlement à l'introduction d'un second paragraphe dans l'article 25 aux termes duquel le vendeur ne serait pas responsable à l'égard de l'acheteur en ce qui concerne les droits ou prétentions de tiers basés sur la propriété industrielle ou intellectuelle. Il serait ainsi clairement précisé que le vendeur n'est responsable à ce titre que s'il y a consenti.

27. La CCI estime également que l'article 25, tel que remanié par le Groupe de travail, est incomplet dans la mesure où il n'expose pas les conséquences pouvant résulter du fait que les marchandises ne sont pas libres des droits ou prétentions d'un tiers. Certaines dispositions, comme celles contenues dans l'ancien article 25, paragraphe 2, devraient donc être réintroduites.

Article 23

28. Le dernier délai accordé pour notifier les défauts cachés qui est en usage dans le commerce est généralement un an, six mois, ou même un délai plus court, selon, notamment, la nature de la chose. Une période aussi longue que deux ans est difficile à accepter comme règle générale, et, d'ailleurs, les milieux consultés ont exprimé le souhait que la période ne dépasse pas un an. Si la période de deux ans doit être maintenue, il faut noter que des périodes plus courtes sont fréquemment en usage dans le commerce international et que la disposition prévoyant une période de deux ans peut ne pas être interprétée comme une tentative visant à changer de telles pratiques.

29. La CCI approuve l'énoncé du paragraphe 2 de l'article 23, car le fait de prévoir une période de garantie plus brève doit être compris, en général, comme un

raccourcissement de la période pendant laquelle l'acheteur peut se prévaloir d'un défaut.

Article 25

[Voir le paragraphe 27 des présentes observations.]

Observations générales sur les articles 26 à 33

30. Le rejet du principe de la résolution de plein droit et son remplacement par la règle selon laquelle la résolution ne doit généralement intervenir qu'après notification de la partie qui n'est pas en défaut a rencontré une approbation générale dans les milieux consultés par la CCI, et par conséquent, celle-ci approuve cette modification.

31. La convention a introduit "un système global" de sanctions visant la défaillance du vendeur en matière de délivrance en même temps que le défaut de conformité. A première vue, ce régime peut paraître attrayant en raison de sa simplicité. Cependant, l'on doit avoir présent à l'esprit que la délivrance d'une chose défectueuse et le pur défaut de délivrance suscitent des problèmes de natures différentes et que les règles à appliquer doivent être plus ou moins différenciées, comme on peut le constater pour la notification et la perte du droit de résolution. La préférence pour "un système global de sanctions" qu'atteste le projet peut par conséquent être plus une question de présentation que de fond. La CCI ne s'oppose à l'approche à présent adoptée, à condition que les sanctions pour les diverses sortes de contraventions, telles que la non-délivrance de la chose, la délivrance d'une chose défectueuse et le non-paiement, soient suffisamment différenciées.

32. Un changement important qu'on trouve dans le présent projet par rapport à la LUVI est que les articles 26-27 ne spécifient pas la nature de l'exécution que l'acheteur peut exiger. Une "exécution" ou une demande d'exécution (que l'on ne doit pas confondre avec la possibilité de l'obtention d'une injonction de la part d'un tribunal pour la réalisation d'une exécution en nature, dont il est question à l'article 12) doit s'entendre de façons différentes dans les systèmes juridiques différents, et, par conséquent, une clarification peut être nécessaire à cet égard, comme pour l'article 42 de la LUVI de 1964.

33. La CCI désire souligner un important aspect de ce problème. L'article 42 de la LUVI de 1964 prévoit que l'acheteur peut exiger du vendeur qu'il remédie aux défauts de la chose. Cela représente certainement une nouveauté en comparaison de nombreux systèmes juridiques et de nombreuses conditions générales en usage, qui prévoient que le vendeur peut *offrir* de remédier à un défaut, mais que l'acheteur n'a *aucun droit* d'exiger que le vendeur procède ainsi. Comme la disposition sur ce sujet de l'article 42 de la LUVI de 1964 a été supprimée dans le projet actuel, l'interprétation la plus vraisemblable est que l'acheteur n'a aucun droit de forcer le vendeur à remédier à un défaut. Cependant, il peut, comme l'indique l'article 27, demander une chose nouvelle "en remplacement", quand le défaut de conformité constitue une contravention essentielle et

que la demande est faite dans un certain délai. Afin d'éviter toute ambiguïté, il devrait être expressément indiqué, comme dans l'article 42, paragraphe 1, *c*, de la LUVI de 1964, que ce droit se limite à des choses de genre.

34. Si, au contraire, l'on entend le texte actuel comme imposant au vendeur l'obligation de remédier aux défauts des corps certains ou des choses devant être fabriquées, ou de les remplacer, une telle obligation doit avoir pour condition que la réparation du tort puisse être faite par le vendeur sans qu'il lui en coûte des efforts ou des frais déraisonnables.

Observations générales sur les articles 28 à 30

35. Le système de sanctions mis à la disposition de l'acheteur en cas de contravention au contrat par le vendeur, tel qu'il est décrit aux articles suivants (28-30), est plus clair que dans la LUVI.

36. L'essence de l'article 28 est d'indiquer seulement qu'après que l'acheteur a exigé du vendeur l'exécution, il doit attendre l'expiration de toute période fixée par lui avant de pouvoir user d'une quelconque voie de recours incompatible avec sa demande. Cela va sans dire, mais s'il faut l'indiquer expressément, il doit être possible d'énoncer cette disposition de façon plus appropriée.

37. Dans les milieux consultés par la CCI sur l'effet que doit avoir la demande de l'acheteur au vendeur pour que celui-ci livre sans qu'un délai quelconque soit indiqué pour cette livraison, il est estimé en majorité qu'une telle demande ne peut être comprise que comme l'acceptation de recevoir la chose si la livraison suit rapidement. Le texte actuel semble être maintenant suffisamment clair à ce sujet, puisque l'article 28 fait référence au seul cas où l'acheteur a fixé un délai supplémentaire et non à une demande de délivrance à caractère général. Bien que cela ne soit pas expressément indiqué dans l'article 28, il convient de comprendre cette disposition comme suit : si l'exécution fait suite immédiate à une demande, l'acheteur ne peut résilier le contrat du fait d'une délivrance tardive.

Article 29

38. La situation indiquée à l'article 29, paragraphe 2, est toutefois différente. Si l'acheteur ne répond pas à la question du vendeur lui demandant s'il est prêt à prendre livraison, l'on peut raisonnablement estimer que ce silence de l'acheteur étend le droit du vendeur à livrer dans le délai indiqué dans la demande. Si aucun délai n'a été indiqué par le vendeur, sa demande auprès de l'acheteur ne doit avoir aucun effet d'extension quant à son droit de livrer. Par conséquent, il est recommandé de supprimer les mots "ou s'il n'a... durée raisonnable", dans le paragraphe 2, ainsi que la phrase correspondante dans le paragraphe 3.

39. L'article 30, paragraphe 1, *b*, donne le droit à l'acheteur, que la contravention du vendeur soit essentielle ou non, de déclarer la résolution du contrat, si le vendeur "n'a pas délivré la chose" à l'expiration du

délai supplémentaire fixé par l'acheteur. Telle qu'elle est énoncée, cette règle se limite aux cas où la chose, dans son intégralité, n'a pas été livrée. Même ainsi restreinte, la règle peut parfois mener à des difficultés quand elle s'applique à une chose qui doit être fabriquée par le vendeur particulièrement pour l'acheteur. Si seulement une partie manque ou que l'on n'a pas remédié à un défaut au cours de la période supplémentaire, la situation doit relever du paragraphe 1, *b*, et une contravention essentielle doit être la condition préalable à toute résolution. Autrement, la voie pourrait être ouverte à la transformation de toute contravention non essentielle en contravention essentielle par la fixation d'une période additionnelle.

40. Par ailleurs, la CCI a noté que les dispositions sur la perte du droit de résolution ont été réintroduites dans le dernier projet présenté par le Groupe de travail. De l'avis de la CCI, il ne doit pas être possible que l'acheteur conserve ce droit de résolution pendant une période indéfinie. Un tel droit de résolution doit s'éteindre s'il n'a pas été exercé dans des délais raisonnables suivant la livraison, après la découverte du défaut, ou si le vendeur a essayé de remédier à un défaut de la chose, après sa tentative infructueuse. Le texte actuel semble être suffisamment clair à ce sujet, ce dont la CCI se félicite.

Article 36

41. L'article 36 prévoit que si aucun prix n'a fait l'objet d'un accord, le prix prévalant au moment du contrat doit s'appliquer.

42. Dans les rapports commerciaux, le prix au moment de la livraison est généralement tenu pour décisif, et un changement dans ce sens est donc recommandé.

Article 45

43. L'article 45 soulève deux problèmes délicats différents : *a*) à quel moment naît pour le vendeur le droit de résilier le contrat, et *b*) une fois né, ce droit peut-il être perdu pour n'avoir pas été exercé à temps ?

44. En ce qui concerne la première question, il est permis de douter que le vendeur ait le droit de reprendre la marchandise à l'acheteur lorsqu'il lui a permis d'en prendre possession. En tout cas, il ne paraît pas raisonnable de permettre au vendeur de reprendre la marchandise, à moins que l'acheteur n'ait omis de payer le prix dans un délai supplémentaire fixé par le vendeur. L'article 45 devrait être amendé en conséquence.

45. Dans les cas où l'acheteur n'a pas encore pris livraison de la marchandise, l'on pourrait, ainsi que le texte actuel le prévoit, être plus strict vis-à-vis de celui-ci, et permettre qu'une violation fondamentale des obligations contractuelles fasse naître un droit immédiat de résilier le contrat.

46. Quant au délai dans lequel le vendeur doit exercer ce droit de résolution, la CCI estime qu'il convient de fixer une certaine limite. Cela s'applique également dans le cas où la délivrance a été effectuée mais où le paiement n'a toujours pas eu lieu. Le ven-

deur doit se manifester dans un délai raisonnable après la découverte de la contravention et ensuite faire son choix à l'expiration d'un délai supplémentaire fixé par lui ou autoriser un nouveau délai supplémentaire. La CCI recommande donc cet amendement dans le texte actuel.

Articles 47 à 49

47. Selon l'article 47, une partie peut différer l'exécution de ses obligations, lorsqu'après la conclusion du contrat, une grave détérioration de la faculté de l'autre partie à exécuter le contrat, ou de sa solvabilité, ou la conduite de cette partie, quand elle se prépare à remplir ses obligations ou commence à les remplir réellement, donne de justes raisons de penser qu'elle n'exécutera pas une partie essentielle de ses obligations.

48. En fait, un certain droit de suspension de l'exécution en cas de contravention ou de contravention anticipée est indispensable. Toutefois, la CCI craint que la disposition actuelle ne puisse donner lieu à un abus de la part de l'une des parties qui exigerait une garantie de l'autre, par exemple, une lettre de crédit ou une garantie de bonne exécution, alors qu'une telle garantie n'aurait pas figuré dans le contrat au moment de sa conclusion. Selon l'article 49, le contrat ne peut être résolu que s'il est clair que la contravention sera essentielle. Toutefois, au moyen de la procédure envisagée à l'article 47, paragraphes 1 et 3, une partie pourrait suspendre son exécution si la conduite de l'autre partie, quand elle se prépare à exécuter le contrat, donne "des raisons de penser que cette autre partie n'exécutera pas une partie essentielle de ses obligations" et quand la première partie pourrait procéder à la résolution conformément au paragraphe 3. On peut estimer que le droit de déclarer la résolution du contrat conformément au paragraphe 3, doit être limité comme à l'article 49 aux cas où la contravention anticipée est manifeste. Par conséquent, il est recommandé de supprimer la dernière partie du paragraphe 3 (depuis le mot "thereof" — en français : "et elle doit procéder. . ." — dans le premier alinéa), ainsi que toute référence à une "assurance suffisante" et de se fonder à la place sur la règle générale de l'article 49.

Article 50

49. La clause d'exonération de l'article 50, quoique un peu vague, est tout à fait conforme aux clauses de force majeure communément utilisées et peut être considérée comme une amélioration par rapport à l'article 74 de la LUVI de 1964 qui se référait à certaines situations très hypothétiques.

50. L'exonération ne couvre que les dommages-intérêts. Les parties ne sauraient être libérées de la nécessité d'exécuter leurs obligations que dans le cas où l'exécution est manifestement impossible ou lorsque les conditions ont si radicalement changé que l'exécution revient à une exécution en vertu d'un contrat différent (frustration). La CCI approuve l'approche qui consiste à ne pas essayer de couvrir

de tels cas. La faculté de résoudre le contrat doit revenir à la partie qui l'exécute et non à la partie en défaut.

51. L'article 50 ne limite pas le droit de l'autre partie à résoudre le contrat. A cet égard, la partie en défaut qui désire limiter sa responsabilité doit se baser sur des dispositions contractuelles.

52. Limiter la responsabilité à la seule "faute" serait probablement aller trop loin, mais attendu que le terme a été défini dans le texte de façon précise, toute objection contre son usage peut être davantage une question de forme que de fond. Tirée des contrats commerciaux, l'expression "échappant au contrôle d'une partie" est plus familière et serait donc préférable à "faute".

53. Il est estimé que l'énoncé dans son ensemble pourrait être amélioré de la façon suivante :

"Lorsqu'une partie n'a pas exécuté l'une de ses obligations, elle ne sera pas tenue de verser des dommages-intérêts du fait de cette non-exécution si elle apporte la preuve que celle-ci est due à des circonstances hors de son contrôle, dont elle n'aurait pu raisonnablement tenir compte lors de la conclusion du contrat et contre les conséquences desquelles elle ne pouvait être raisonnablement tenue de se prémunir."

54. La clause relative au sous-traitant qui manque à ses obligations semble correspondre à ce qui se pratique fréquemment et l'on n'estime pas qu'elle rencontrera une quelconque objection.

55. La CCI tient à souligner que l'article 50 ne saurait être considéré comme rendant superflues les clauses d'exonération de nature contractuelle, mais plutôt comme instituant certains principes généraux et offrant une certaine protection lorsque des contrats sont conclus sans recours à l'établissement de documents détaillés. L'on peut donc accepter d'avoir une disposition plutôt étroite puisqu'il est plus facile de limiter la responsabilité par un arrangement contractuel que de l'étendre.

Article 55

56. L'article 55 ainsi que l'article 82 de la LUVI de 1964 limitent les dommages-intérêts à la perte que la partie en défaut aurait dû prévoir lors de la conclusion du contrat. On peut se demander ce que pourraient être les conséquences de cette restriction et si elle serait équitable par exemple en cas d'application au manque à gagner du côté de l'acheteur, au paiement d'heures supplémentaires que l'acheteur peut avoir à payer à ses ouvriers pour éviter un retard de sa part, aux amendes de livraison et autres formes d'indemnité qu'un vendeur peut avoir à payer à son acheteur, ou aux dépréciations monétaires quand l'acheteur tarde à payer, etc. L'on pourrait donc envisager de supprimer la restriction de la dernière phrase de l'article 55 et s'en remettre à une disposition de nature plus générale. Mais il ne serait pas opportun de supprimer toute limitation de la responsabilité résultant des pertes subies dans le calcul des dommages-intérêts.

Article 58

57. La règle actuelle de l'article 58 représente une amélioration par rapport à la règle de l'article 83 de la LUVI de 1964. Ajouter seulement 1 p. 100 au taux officiel d'escompte est beaucoup trop peu, car dans de nombreux pays 2 ou 3 p. 100 s'ajoutent généralement. Comme le vendeur peut, par ailleurs, se fonder sur le

taux appliqué aux crédits commerciaux à court terme non garantis de son pays, l'article dans son ensemble est cependant acceptable. Toutefois, l'on peut recommander de fixer le taux à 2 p. 100 au moins.

Articles 64 à 67

58. Voir *supra* paragraphes 16 à 22.

E. — Rapport du Secrétaire général : analyse des observations présentées par les gouvernements et les organisations internationales au sujet du projet de convention sur la vente internationale de marchandises tel qu'il a été adopté par le Groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels (A/CN.9/126*)

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — INTRODUCTION	158
II. — ANALYSE DES OBSERVATIONS	159
A. — Observations portant sur l'ensemble du projet de convention	159
B. — Observations portant sur les dispositions du projet de convention	160
Chapitre I. — Champ d'application (art. 1 à 7)	160
Chapitre II. — Dispositions générales (art. 8 à 13)	164
Chapitre III. — Obligations du vendeur (art. 14 à 33)	167
Chapitre IV. — Obligations de l'acheteur (art. 34 à 46)	174
Chapitre V. — Dispositions communes aux obligations du vendeur et de l'acheteur (art. 47 à 63)	176
Chapitre VI. — Transfert des risques (art. 64 à 67)	181

I. — Introduction

1. Conformément à la décision prise par la Commission à sa huitième session, (1^{er}-17 avril 1975), le texte du projet de convention sur la vente internationale des marchandises adopté par le groupe de travail sur la vente internationale des objets mobiliers corporels à sa septième session (5-16 janvier 1976), a été transmis aux gouvernements et aux organisations internationales intéressés pour qu'ils formulent leurs observations à son sujet¹.

2. Au 28 mars 1977, l'Allemagne, République fédérale d', l'Australie, l'Autriche, la Bulgarie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la Hongrie, l'Irak, Madagascar, la Norvège, le Pakistan, les Pays-Bas, les Philippines, la Pologne, la Suède, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Yougoslavie et le Zaïre ainsi qu'une organisation non gouvernementale, à savoir la Chambre de commerce internationale (CCI) avaient fait parvenir des observations, lesquelles sont reproduites dans les documents A/CN.9/125 et Add.1*.

* Reproduits dans le présent volume, section D, ci-dessus.

¹ Le texte du projet de convention est reproduit à l'annexe 1 du document A/CN.9/116 (*Annuaire*... 1976, deuxième partie, I, 2).

* 7 avril 1977.

3. A sa huitième session, la Commission a également demandé au Secrétariat de préparer à l'intention de la Commission à sa dixième session une analyse de ces observations. Cette analyse figure dans le présent document.

4. Dans l'analyse, les observations ont été regroupées par article et, à l'intérieur de chaque article, par paragraphe ou alinéa, ou lorsqu'on l'a jugé utile, par thème. Les observations portant sur l'ensemble de l'article et non pas sur un paragraphe particulier, ont été analysées sous le titre "Ensemble de l'article".

5. Lorsqu'une proposition d'amendement du texte du projet de convention est accompagnée d'un projet de texte à cet effet, l'analyse ne reproduit le texte proposé que s'il apporte une modification de fond. Les suggestions d'ordre rédactionnel qui n'ont aucune incidence sur le fond ne sont ni reproduites ni décrites dans l'analyse. Toutefois, le nom du gouvernement ou de l'organisation qui a formulé une telle suggestion est indiqué à la suite de l'analyse de l'article ou du paragraphe de l'article auquel se rapporte ladite suggestion. On peut s'assurer du libellé exact d'une proposition en se reportant aux observations du gouvernement ou de l'organisation intéressés qui sont reproduites dans les documents A/CN.9/125 ou Add.1.